

#GIDSresearch 4 / 2022

Andreas Berns

Quelle crédibilité à accorder à notre politique extérieure et de sécurité basée sur des valeurs ?

2^e édition révisée

#GIDSresearch | N° 4 / 2022 | Juillet 2022 | ISSN 2699-4380

La Bibliothèque nationale allemande enregistre cette publication dans la bibliographie nationale allemande, des données bibliographiques plus détaillées sont disponibles sur le lien suivant <http://dnb.dnb.de>.

ISSN 2699-4380

Cet article est protégé par la licence Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 International (mention du nom - à but non lucratif - non édité). Pour en savoir plus sur cette licence, veuillez consulter le lien suivant : <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>



#GIDSresearch est publié par le German Institute for Defence and Strategic Studies (GIDS).

Les articles sont consultables gratuitement sur le site Internet du GIDS : www.gids-hamburg.de

Les avis des auteurs/autrices exprimés dans #GIDSresearch ne correspondent pas nécessairement aux positions du GIDS.

Proposition de citation :

Andreas Berns, Quelle crédibilité à accorder à notre politique extérieure et de sécurité basée sur des valeurs ?, #GIDSresearch 4/2022, Hambourg.

2^e édition révisée, octobre 2022

GIDS
German Institute for Defence and Strategic Studies
Führungsakademie der Bundeswehr
Manteuffelstraße 20, 22587 Hamburg
Tél. : +49 (0)40 8667 6801
buero@gids-hamburg.de · www.gids-hamburg.de

Table des matières

| | |
|--|----|
| Préambule | 1 |
| 1 Les lignes directrices de la politique extérieure et de sécurité allemande, basées sur des valeurs et motivées par des raisons historiques : la revendication du « jamais plus » | 3 |
| 1.1 Jamais plus Auschwitz !..... | 3 |
| 1.2 Jamais plus seul – jamais plus la guerre !..... | 4 |
| 2 La défense des intérêts de la politique extérieure et de sécurité allemande : l'exigence du genre « Les affaires sont les affaires ! » | 4 |
| 3 Valeurs et intérêts en contradiction : la crédibilité de la politique extérieure et de sécurité allemande est-elle consistante ? | 7 |
| 3.1 Les relations avec le Proche- et Moyen-Orient – des exportations d'armes en zone de crise | 9 |
| 3.2 Les relations avec la Chine – bourreau et partenaire commercial de premier plan ? | 11 |
| 3.3 Les relations avec les États-Unis – « Values or Our Security » ? | 13 |
| 3.4 Les relations avec la France – un partenariat d'égal à égal basé sur des valeurs ou axé plutôt sur la réalisation des intérêts français ?..... | 15 |
| 3.5 Les relations avec la Turquie – protection de la forteresse Europe grâce au despote turc ? | 17 |
| 3.6 Les relations avec la Russie – communauté de valeurs garantissant la protection ou sécurité en Europe à travers la coopération avec un grand fournisseur d'énergie ? | 18 |
| 4 Conclusions | 22 |
| 5 Bibliographie | 27 |

Dr. Andreas Berns | Collège de défense de la Bundeswehr

Quelle crédibilité à accorder à notre politique extérieure et de sécurité basée sur des valeurs ?

Préambule

À la suite de l'élection du 20^e Bundestag allemand, le 26 septembre 2021, ainsi que des discussions exploratoires et des négociations de coalition, l'accord de coalition du nouveau gouvernement fédéral fut présenté le 24 novembre 2021¹. Le sous-chapitre du chapitre VII² porte sur l'extérieur, la sécurité, la défense, le développement, les droits de l'homme³. Il y est énoncé que le gouvernement « s'engagera pour préserver notre mode de vie libéral en Europe et pour protéger la paix et les droits de l'homme dans le monde » et le constat ci-après est fait : « nos valeurs et nos intérêts nous guident dans cette démarche⁴. » Mais qu'est-ce que cela veut dire au juste pour la politique extérieure et de sécurité allemande ?

L'ancien conseiller du chancelier, Eckhard Lübke, invoque Helmut Schmidt au sujet de l'importance de valeurs dans la politique : le chancelier a été de l'avis que les valeurs seules ne représentaient pas une boussole absolue de nos actions, mais plutôt une mûre réflexion, fondée sur la raison⁵, qui correspondait à un exercice d'équilibre. Cela prouve que l'ancien chancelier fédéral Schmidt – inspiré entre autres par les idées du sociologue Max Weber – s'est laissé guider par une approche basée sur l'éthique de responsabilité⁶ plutôt que l'éthique de conviction⁷ quant à ses actions dans le domaine de la politique extérieure et de sécurité. La question se pose alors si, d'après les propos de Lübke, l'Allemagne ne devrait pas se sentir dans l'obligation de respecter ce principe équilibré en tant que « puissance destinée à la codirection au niveau européen et cela plus que dans les réflexions réalisées jusqu'à présent⁸ ».

Où est-ce que le contexte de la rivalité avec des régimes autocratiques ou totalitaires du monde actuel, comme la Chine et la Russie, qui bafouent les droits de l'homme et fondamentaux et qui, en raison de l'extension de leurs projections de puissance, exercent une pression massive internationale sur les démocraties, majoritairement conçus comme

¹ Cf. SPD/ Bündnis 90/Die Grünen / FDP 2021.

² Cf. *ibid.* : 130–158.

³ *Ibid.* : 143–158.

⁴ *Ibid.* : 143.

⁵ Cf. Schmidt 1982 : 138 sq., cité dans : Lübke 2021 : 20.

⁶ Max Weber a interprété le terme « éthique de responsabilité » – selon Robert Spaemann – comme « l'attitude d'un être humain qui prend en compte, dans ses actes, l'intégralité des conséquences probables, qui demande alors quelles conséquences sont les meilleures dans leur ensemble sous l'angle de la teneur en valeur de la réalité et qui agit en conséquence, même s'il devait être obligé de commettre des actes que l'on devrait qualifier de mauvais, considérés de manière isolée. » Traduit du texte source allemand : Spaemann 1982 : 63. Voir aussi la source primaire de Weber 1993 : 51–67. Cf. aussi Klein/Schubert 2020.

⁷ Cf. Robert 1982 : 61–72, ntmt. 63–66 ; Klein/Schubert 2020.

⁸ Traduit du texte source allemand : Schmidt 1982 : 138 sq., cité dans : Lübke 2021 : 20.

étant libérales et respectant l'État de droit, ne nécessiterait-il pas d'autant plus un engagement clair et net en faveur des valeurs qui marquent l'image identitaire ?

Cela aurait une pertinence considérable pour la politique extérieure et de sécurité allemande, qui, compte tenu de la dictature nazie et des ambitions hégémoniques de celle-ci, est fortement marquée par la responsabilité historique de l'Allemagne. Car « l'État constitutionnel moderne est, certes, séculaire et idéologiquement neutre », estime Oberreuter. Mais « cet État [c'est-à-dire le nôtre] n'est pas exempt de valeurs, [vu que] la loi fondamentale fut expressément conçue comme un « ordre basé sur des valeurs », en réaction au relativisme de valeurs de la république de Weimar et à la destruction de valeurs par le national-socialisme⁹ ». La Cour constitutionnelle fédérale surveille que « la politique actuelle ne se développe pas dans une direction opposée aux valeurs fondamentales¹⁰ ». De ce fait, la défense des intérêts du gouvernement fédéral ne doit pas, sur le fond, être en contradiction avec ce primat quand il s'agit d'élaborer la politique extérieure et de sécurité allemande.

Il sera discuté par la suite dans quelle mesure le développement de la politique extérieure et de sécurité allemande après la Seconde Guerre mondiale – en particulier à la suite de la réunification allemande en 1990 – était à la hauteur de cette revendication et à quel point cet objectif était un aspect déterminant pour les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne jusqu'à présent. De plus, la question de la consistance d'une politique extérieure et de sécurité basée sur des valeurs fera l'objet d'un examen plus approfondi à travers la réflexion portée sur certaines relations clés de la République fédérale d'Allemagne. Cette ambition déterminée de baser la politique extérieure et de sécurité allemande sur des valeurs, ne risque-t-elle pas de se heurter aux intérêts nationaux soumis à la Realpolitik ? De telles contradictions, peuvent-elles provoquer des irritations et pertes de confiance à l'échelle internationale, susceptibles de remettre en question le mantra de la « continuité et prévisibilité¹¹ » de l'Allemagne, répété à de nombreuses reprises ? Qu'en est-il de la crédibilité de la politique extérieure et de sécurité allemande basée sur des valeurs ? Dans quelle mesure, d'éventuelles inconsistances de crédibilité sont-elles solubles, voire évitables, à l'avenir ?

Une réflexion historique portée sur la politique extérieure et de sécurité allemande et l'analyse de certaines relations clés sont censées permettre de tirer des conclusions ainsi que de déduire de cette réflexion historique des parts importantes de directives-cadres conceptionnelles de la politique extérieure et de sécurité allemande. Ces dernières sont censées déboucher sur un débat sur les possibilités et limites des actions politiques du point de vue de l'éthique politique. Cela se veut être un point de départ et, dans le même temps, une impulsion pour des réflexions scientifiques consécutives, en particulier pour celles qui sont localisées dans le contexte de la philosophie politique, dans le champ de tension des éthiques déontologique et téléologique (respectivement conséquentialiste et utilitariste¹²).

9 Traduit du texte source allemand : Oberreuter 2006.

10 Ibidem.

11 Cf. Haftendorn 2012 : 15–25.

12 Voir à ce sujet Weber 1919 et Weber 1993 ; voir au sujet de Weber aussi Verstraeten 1995 :180–187 ; Cf. aussi Ahrens 1989 :825–844 ; cf. Meyer 2017 et Schedel 2018.

1 Les lignes directrices de la politique extérieure et de sécurité allemande, basées sur des valeurs et motivées par des raisons historiques : la revendication du « jamais plus¹³ »

A sa naissance, la politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne était profondément marquée par les expériences de la guerre d'agression, de l'Holocauste et de l'effondrement du Troisième Reich, ayant pour corollaire la division de l'État et la perte totale de la souveraineté de l'Allemagne. Cette revendication postulée du « jamais plus » n'a non seulement conduit à une réorientation politique, mais aussi à une image identitaire fondamentalement nouvelle de la politique étrangère ouest-allemande. Après avoir vécu la destruction, la culpabilité et la souffrance, de nombreux Allemands ont eu, certes, la motivation intrinsèque à l'évolution et au changement d'attitude. Cette image identitaire leur fut pourtant imposée par les Alliés qui avaient libéré l'Allemagne de la dictature hitlérienne et l'occupèrent. La nouvelle image identitaire était la condition de base d'un retour dans la communauté internationale. En adoptant la loi fondamentale en 1949, la République fédérale d'Allemagne s'est dotée d'un (nouveau) canon de valeurs, lequel représente depuis lors l'ADN morale de l'État démocratique et également le modèle à suivre par la politique extérieure de la République fédérale.

1.1 Jamais plus Auschwitz !

La rupture civilisationnelle du national-socialisme et sans précédent dans l'histoire. Il suffit de porter le regard sur le réseau de camps de concentration du régime nazi, éparpillés sur toute l'Europe centrale et orientale, et l'anéantissement industriel de vies humaines, notamment à Auschwitz¹⁴, pour constater : la culpabilité fut souvent refoulée par nombre de personnes en Allemagne d'après-guerre – à l'Ouest comme à l'Est. Néanmoins, en commémoration de ces atrocités, l'obligation fut reconnue d'en assumer la responsabilité vis-à-vis de la communauté internationale et de réorienter moralement ses propres actions sociétales et étatiques en conséquence. En bref : « Jamais plus Auschwitz ! »

Le fait de militer pour les droits de l'homme ou bien de faire barrage respectivement mettre un terme aux persécutions, expulsions et génocides, marque dès lors l'image identitaire allemande de l'État de droit démocratique et les impératifs moraux de la politique étrangère dans la République fédérale. Il en dérive l'obligation morale envers l'Israël pour des raisons historiques, puisqu'il s'agit de la nouvelle patrie de ceux qui ont pu échapper à l'Holocauste que l'Allemagne a déclenché à l'époque. Le fait de défendre l'existence de l'État israélien fut déjà la raison d'État dans la phase précoce de la politique étrangère allemande. Harnisch constate que « la culpabilité, les regrets et le pardon sont des normes et pratiques de la communauté internationale après 1945 qui permettent justement [aux auteurs des crimes] [...] de passer aux aveux et de « réparer » les actes commis pour ainsi pouvoir réintégrer la communauté internationale¹⁵. »

¹³ Cf. au sujet de la revendication du « jamais plus » comme objet de réflexion scientifique la contribution de Kovac. Kovac 2021 : 29–35.

¹⁴ Une vue d'ensemble des lieux de la terreur et de l'anéantissement nationaux-socialistes est affichée, entre autres, sur la carte de l'Institut d'histoire contemporaine allemand. Munich – Berlin 2012. Celle-ci est consultable en ligne dans la rubrique « Vor 75 Jahren : Todesmarsch aus Auschwitz ». Hintergrund aktuell, Bundeszentrale für politische Bildung 2020.

¹⁵ Traduit du texte source allemand : Harnisch 2019 : 7.

Lübke meier constate que l'histoire continue d'avoir des répercussions et rappelle que « la politique étrangère allemande [...] [serait] toujours bien avisée d'en tenir compte¹⁶ ».

1.2 Jamais plus seul – jamais plus la guerre !

L'isolement en termes de politique étrangère fut déjà réalisée avant la Première Guerre mondiale par une nation allemande unifiée de manière martiale depuis peu de décennies seulement – tardivement en plus, en 1871 à Versailles, au « cœur de la nation » de l'ennemi juré, la France, vaincu peu de temps avant –, laquelle, à la suite des années de sa fondation et d'ascension, commença à rivaliser avec les puissances occidentales européennes pour l'hégémonie en Europe et en Outre-mer. Cet isolement fut, après l'abolition de la démocratie pendant l'entre-deux-guerres, mené par l'Allemagne nazie montant de plus en plus en puissance comme un combat décisif de la « race supérieure ». L'Allemagne nazie dut son succès partiellement à l'instabilité politique de la République de Weimar – fondée à ce même endroit susmentionné (voir le Traité de Versailles de 1919).

Dans la considération historique des processus de changements socioéconomiques et politiques des années 1871 à 1939, les périodes de l'avant-guerre, de la Première Guerre mondiale, de l'entre-deux-guerres et de la Seconde Guerre mondiale s'imbriquent les uns dans les autres, même si aucune force des choses fatidique n'en résulte quant à la question de la causalité¹⁷. Berger définit, comme réaction à l'erreur historique, que les « stratégies centrales de la politique extérieure et de sécurité allemande, en particulier le réflexe du multilatéralisme et le fait de privilégier des solutions aux conflits qui n'impliquent pas un recours au militaire, découlent directement des débats controversés sur les enseignements tirés de la politique expansionniste et d'extermination national-socialiste et [... remarque que celles-ci] ne [peuvent] pas être attribuées en premier lieu à un intérêt fixe national [...]»¹⁸. » Cela ne devait et ne devrait « plus jamais » arriver. Notamment les générations suivantes en Allemagne ont mesuré la politique extérieure et de sécurité allemande à l'aune des exigences morales fixées pour celle-ci et ne cessent de rappeler l'engagement en faveur de valeurs comme la paix, la liberté et l'autodétermination des peuples.

2 La défense des intérêts de la politique extérieure et de sécurité allemande : l'exigence du genre « Les affaires sont les affaires ! »

En l'espace de peu d'années après la fin de la guerre, la partie occidentale de l'Allemagne, largement réduite en cendres, connut un essor économique impressionnant – dans un pays où certaines villes furent détruites à plus de 75 pour cent, parfois même à plus de 90 pour cent, comme par exemple les villes de Düren (99,8 pour cent) ou de Juliers (100 pour cent)¹⁹. Les conditions d'approvisionnement de la population étaient de plus très précaires en Allemagne, comme dans une grande partie de l'Europe, durant

16 Traduit du texte source allemand : Lübke meier 2021 : 18.

17 À voir aussi, par exemple, l'essai d'Isabel Funke rédigé pour l'Université de Mannheim, qui résume bien la discussion sur la question de continuité ; Funke 2014. Cf. aussi Phoenix 2018.

18 Traduit du texte source allemand : Berger 2002 : 79, cité dans : Harnisch 2019 : 6.

19 Aachener Zeitung en ligne 2019.

les premières années d'après-guerre²⁰. Cependant, l'économie ouest-allemande réussit en quelques années de se redresser et ceci malgré toutes les destructions dues à la guerre qui touchèrent pourtant les installations industrielles dans une moindre mesure²¹. La décision prise par le gouvernement américain de renoncer à un démontage industriel de l'Allemagne de l'Ouest (plan Morgenthau) et l'idée de se tourner vers un « usage stratégique » de crédits à la reconstruction (plan Marshall) en Europe était, dans ce contexte, une condition importante – surtout pour ses effets psychologiques – de l'essor économique de l'Allemagne de l'Ouest. Le plan Marshall fut délibérément employé en Europe comme « remède » à l'influence soviétique, cette dernière visant une expansion au moyen d'une politique de force, même s'il n'était pas prévu comme une action de charité, mais comme offre de crédit à l'Europe occidentale afin de soutenir l'écoulement de marchandises américaines²². Faisant partie d'une orientation fondamentale relative à la politique économique (« l'économie sociale de marché »), la réforme monétaire elle aussi ainsi que la coopération naissante en matière de politique économique en Europe occidentale ont contribué, en l'espace de quelques années seulement, à une ascension fulgurante – voir « miracle économique (ouest-)allemand²³ ». Dans ce contexte, l'accent était surtout mis sur l'exportation de biens en pleine expansion, un développement qui a de plus en plus défini le renom de l'Allemagne de l'Ouest en termes de politique économique²⁴, augmentant ainsi la reconnaissance internationale. La « République de Bonn » s'est révélée une « histoire de réussite dans le système international du capitalisme » – particulièrement pour les États-Unis, indispensable garant de la sécurité en Europe occidentale, menacée par l'Union soviétique. Elle jouait également un rôle stratégique important sous un angle idéologique. L'Allemagne de l'Ouest était, comme aucun autre pays, un modèle de la supériorité du système capitaliste basé sur le libre-échange, et de la démocratie libérale à l'instar occidental par rapport à un système communiste marqué par l'économie planifiée et la dictature de cadres soviétiques. De ce fait, la projection de puissance occidentale rayonnait jusque dans les États du pacte de Varsovie – notamment dans la partie orientale de l'Allemagne, la RDA.

Mais la République, avec son centre politique au bord du Rhin, s'est servi elle aussi de sa nouvelle importance économique pour souligner l'un de ses objectifs nationaux majeurs – la réunification allemande²⁵. La doctrine Hallstein joignit l'aide au développement ouest-allemande, en place depuis le début des années soixante, à la condition de ne pas reconnaître la RDA²⁶. La préservation des conditions du maintien du poids économique et de la prospérité en hausse – comme la couverture des besoins énergétiques en hausse (d'abord le pétrole, puis le gaz) – ont progressivement influé, s'apparentant quasiment à un primat²⁷, sur les activités extérieures de l'Allemagne occidentale d'après-guerre. Ces relations causales entre intérêts économiques et leurs répercussions sur la politique extérieure et de sécurité n'ont longtemps pas été pris pour sujet en public, afin de préserver l'image identitaire d'une politique extérieure basée sur des valeurs. Cela était encore pratique commune deux décennies après l'achèvement de

²⁰ Cf. Beckmann o.J.

²¹ Cf. Wolf 2016.

²² Cf. Beckmann o.J.

²³ Cf. Kimmel 2005 ; Grau/Haunhorst/Würz 2014 ; Wolf 2016.

²⁴ Les propos de l'historien de l'économie, Werner Abelshauser, sont tout autant remarquables dans ce contexte. Il renvoie aux conditions, le développement économique général de l'après-guerre et la nouvelle orientation des exportations de l'Allemagne de l'Ouest qui se situent dorénavant à l'échelle mondiale ; Losse 2017.

²⁵ Cf. Meier-Walser/Wolf 2012 : 6.

²⁶ Cf. Gray 2005. Voir aussi l'évaluation de Gülstorff 2017.

²⁷ Cf. au regard des relations germano-iraniennes : Bösch 2019 : 56–60, notamment 56.

l'unité allemande : l'ancien Président fédéral, Horst Köhler, n'a finalement fait que prononcer en 2010²⁸ ce qui correspondait à la réalité des intérêts de l'Allemagne depuis bien longtemps déjà. Entre temps, « les intérêts allemands sont considérés comme un leitmotiv légitime des activités extérieures²⁹. »

L'orientation fondamentale multilatérale de l'Allemagne de l'Ouest en était une conséquence nécessaire aussi, en raison de la signification essentielle des relations commerciales extérieures. Les efforts de coopération et d'intégration ouest-allemands dans les systèmes collectifs occidentaux pendant les premières décennies d'après-guerre n'illustraient pas seulement le besoin de défense face aux troupes du pacte de Varsovie déployées à l'est de l'Elbe. Avec l'ouverture vis-à-vis des États occidentaux à orientation capitaliste, ce procédé servait également à protéger la nouvelle orientation économique de l'Allemagne de l'Ouest. Il est à noter tout de même que seule la menace militaire des pays de l'Est a poussé les Alliés respectivement Européens de l'Ouest, en dépit de leurs expériences douloureuses durant la Seconde Guerre mondiale et du développement précédent, à intégrer l'Allemagne de l'Ouest de façon durable dans une politique de défense commune, permettant dans le même temps de garder le pays, à l'aide des États-Unis, sous contrôle en ce qui concerne l'aspect de la politique de sécurité. Il fallait éviter que l'Allemagne de l'Ouest, en tant qu'État tampon de défense face aux États du pacte de Varsovie et avec sa croissance économique, demeure exclue. En revanche, l'idée consistait à la garder sous contrôle au moyen d'une intégration transatlantique³⁰.

L'Allemagne s'est progressivement rendu compte de sa nouvelle force. La Deutsche Mark comme symbole de la stabilité fiscale naissante est indissociable du miracle économique mythifié de la RFA durant les années de reconstruction. Quant à la recherche d'identité de la partie occidentale de l'Allemagne d'après-guerre, cette supposition était le point de vue que la force économique de l'Allemagne de l'Ouest, inspirant le respect et augmentant l'influence à l'échelle internationale, a occupé le rôle d'un nouveau facteur d'identification pour les citoyens et citoyennes à l'ouest de l'Elbe. Vu que le succès économique de la « République de Bonn » a rapidement amélioré la réputation de cette dernière à l'étranger, cette nouvelle réputation, communiquée à l'échelle mondiale et vécue par l'Allemagne de l'Ouest pendant la situation provisoire de la division de l'Allemagne, a reflété une nouvelle forme de poids international. Le nouvel image identitaire de la RFA qui en résulte a donc compensé, dans une certaine mesure, le besoin ressenti d'avoir une identité nationale. Au regard de la conception de la politique étrangère de la République fédérale, le mot « diplomatie du chéquier³¹ », employé ultérieurement, démontre très bien comment du poids diplomatique fut généré durant la phase de souveraineté partiellement limitée, notamment à partir des années soixante-dix au plus tard, au-delà de l'Europe occidentale³².

Sa montée en puissance vers l'une des grandes puissances exportatrices respectivement économiques, rayonnant vers l'extérieur et attractif sur le plan financier, a permis à l'Allemagne de l'Ouest, certes restreinte au niveau de la politique extérieure et de sécurité, d'étendre considérablement son influence en matière de politique extérieure sur la scène internationale, permettant la création d'une nouvelle projection de puissance dans le contexte des relations internationales. Cela ne s'appliquait pas seulement à l'Europe occidentale qui se rapprochait successivement et à petits pas sur

²⁸ Cf. Armbrüster 2010.

²⁹ Traduit du texte source allemand : Lübke-meier 2021 : 19.

³⁰ Kagan 2019 : 63 sq.

³¹ Cf. Haftdorn 2012 : 17.

³² Cf. Bösch 2019 : 56–60.

le plan économique, mais aussi à l'échelle mondiale. Cette importance a fait de l'Allemagne de l'Ouest et de la France des États clés au sein de la communauté ouest-européenne. Ce qui leur a permis d'assumer ce rôle était, d'un côté, leur poids dans les domaines de la politique de sécurité – la France comme puissance nucléaire qui détient un siège permanent dans le Conseil de sécurité de l'ONU – et de l'économie, de l'autre – l'Allemagne occidentale avec sa puissance économique en accélération. Cette entente constituait finalement le moteur de l'évolution d'une Europe occidentale en voie de s'unir toujours plus étroitement aux niveaux économique et, par la suite, politique.

L'engagement ouest-allemand en faveur du processus d'intégration européen n'a pas non plus été sérieusement perçu comme l'expression d'une politique d'intérêts hégémoniques, et encore moins comme une menace sérieuse pour la sécurité. Cet engagement était considéré plutôt comme un enrichissement en raison de ses bénéfices économiques, d'autant plus que l'Allemagne, comme pays divisé, n'était guère capable de dominer l'Europe occidentale en raison de son poids limité au niveau de la politique de sécurité par suite des séquelles de la guerre. L'engagement en faveur de l'union de l'Europe occidentale afin de promouvoir la prospérité commune de ses membres faisait même apparaître cette construction européenne, grâce à l'estime qui en résultait pour l'Allemagne de l'Ouest, comme un substitut adéquat, même s'il était élargi au niveau supranational, pour une nouvelle image identitaire d'une nation impliquée. Cette quête de la RFA semblait réaliste jusque dans les années quatre-vingt, par opposition à l'idée de surmonter la division de la nation. En revanche, la chute du mur était perçue comme inatteignable dans un proche avenir – jusqu'à ce que les événements qui se sont produits entre la fin de l'été 1989 et l'automne 1990 aillent profondément changer les conditions cadres des relations internationales.

3 Valeurs et intérêts en contradiction : la crédibilité de la politique extérieure et de sécurité allemande est-elle consistante ?

La « révolution pacifique » en automne 1989 et, par suite de la réunification allemande, la fin du pacte de Varsovie et de l'URSS ont fondamentalement basculé les rapports de force dans le système de la politique extérieure et de sécurité en Europe. Le système de liaison ouest-européen de la/des Communauté.s européenne.s n'a, par la suite, pas été aboli³³, mais plutôt approfondi. Avec l'introduction d'un marché unique et d'une monnaie commune, ce système s'est transformé en Union européenne (UE) qui s'est, à son tour, élargie vers l'Europe orientale depuis 2004. Grâce à « l'interpénétration » croissante de l'Allemagne, une exception nationale pouvant potentiellement se tourner contre ses voisins européens était quasiment exclue après la réunification allemande³⁴. Néanmoins, l'importance de l'Allemagne unifiée, dotée maintenant de tous ses droits souverains en termes de politique extérieure et de sécurité en sus de son influence économique déjà existante, n'a cessé de croître – volontairement ou involontairement – dès la première décennie de ce siècle. De surcroît, la réalité du marché intérieur européen a considérablement conforté la position particulière de l'Allemagne. Comme on a finalement pu voir dans le cadre de la gestion de la crise financière de 2008, l'importance de l'Allemagne unie (comme État clé de l'UE) s'est accrue visiblement. La tentative – alors qu'elle n'était pas couronnée de succès – de contenir le conflit en Ukraine (l'accord de Minsk de 2015) a souligné encore une fois la position de force

³³ Meier-Walser/Wolf 2012 : 7.

³⁴ Cf. Haftendorn 2012 : 16.

croissante de l'Allemagne sur le plan de la politique extérieure et de sécurité. En moins de 20 ans après la réunification allemande, l'Allemagne n'est pas seulement devenue une, mais de plus en plus *la* puissance dirigeante européenne. Seule la France occupe une position de force comparable au sein de l'UE, bien que celle-ci concerne la politique de défense, respectivement militaire, plutôt que la politique économique.

Cette montée en puissance et la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE suite au référendum sur le Brexit en 2016 ont rendu le risque d'une rivalité entre les deux pays moteurs plus probable puisque la Grande-Bretagne avait assumé le rôle d'intermédiaire conciliant les intérêts allemands et français. Cela pourrait même impliquer une division en deux camps, en particulier si l'Allemagne usait de son pouvoir au sein de l'UE pour imposer ses intérêts économiques et financiers dans un cadre européen, au détriment d'un ou de plusieurs États membres. Ce conflit d'intérêts s'aggrave actuellement par le fait que l'opposition nationaliste en France se sert de la position allemande en Europe comme sujet politique – en prétendant que cette dernière engendrait une dépendance économique française de l'Allemagne. Par ce biais, cette opposition politique cherche à augmenter la pression sur les gouvernements français pro-européens et sur ceux qui préconisent l'entente franco-allemande depuis Charles de Gaulle.

Mais ce n'est pas seulement l'opposition politique en France qui, à l'heure actuelle, observe la politique extérieure et de sécurité allemande avec suspicion. Les médias étatsuniens ont insinué une réticence allemande en termes de politique extérieure et de sécurité. Concrètement : dans la question du soutien de l'Ukraine, laquelle avait déjà été confrontée aux menaces russes bien avant l'invasion, les médias américains ont remis en question la crédibilité de l'Allemagne quant à la solidarité envers l'Alliance en raison d'un manque de fiabilité dans le domaine de la politique extérieure³⁵. Notamment la repondération du pouvoir politique de l'Allemagne unie, en anticipation des années vingt amorcées de ce 21^e siècle, donne suffisamment lieu à discussion si cette montée en puissance n'a pas perturbé le soi-disant équilibre entre les intérêts et les valeurs allemands.

Notamment les événements actuels concernant la guerre en Ukraine révèlent plutôt un manque de cet équilibre et d'une consistance de crédibilité de la politique extérieure et de sécurité allemande reposant sur des valeurs.

Cette question de crédibilité a fait l'objet d'un vif débat au commencement de la guerre d'Ukraine, mais elle touche substantiellement d'autres sujets de la politique extérieure et de sécurité allemande aussi. Les observateurs politiques attentifs se posent alors des questions sur l'exigence de crédibilité d'une politique extérieure et de sécurité allemande basée sur des valeurs : d'une part, on livre des matériels d'armement lourds dans une zone de tension ou de guerre avec un potentiel d'escalade et, d'autre part, on effectue de la gestion de crise civile permettant de renforcer ou d'établir une paix durable, par exemple dans des régions de crise africaines, ou bien si l'on cherche à endiguer ou mettre fin à une crise qui s'est transformée en conflit chaud. En outre, il existe d'un côté une étroite coopération commerciale avec des États régnés par des élites et despotes corrompus et de l'autre, l'Allemagne milite pour les droits de l'homme partout dans le monde, exige le respect de ceux-ci des gouvernements qui les bafouent et condamne la persécution politique, l'oppression, le déplacement forcé et le génocide. La question de savoir si la politique extérieure et de sécurité allemande basée sur des valeurs est une volonté ou une réalité, sera traitée et mise à l'épreuve dans ce qui suit à

35 Cf. Theil 2022 ; voir aussi Ward 2022. Le chancelier fédéral Scholz a annoncé, à la suite de la reconnaissance des territoires sécessionnistes de l'Ukraine par le Président Poutine le 22/02/2022, l'arrêt du processus d'autorisation du gazoduc Nord Stream 2, salué et exigé précédemment par les alliés (occidentaux). Décision du gouvernement fédéral : autorisation de Nord Stream 2 mise à l'arrêt. Tagesschau en ligne 2022a.

l'aide d'une réflexion portée sur les rapports avec le Proche- et Moyen-Orient ou bien au moyen de relations clés bilatérales de l'Allemagne.

3.1 Les relations avec le Proche- et Moyen-Orient – des exportations d'armes en zone de crise

Je tiens à préciser d'abord que les exportations d'armements incombent au ministère de l'Économie et non à celui des Affaires étrangères. La question fondamentale qui se pose est de savoir si les exportations d'armements ne relèvent pas « de la politique extérieure et de sécurité plutôt que de l'aide économique et du contrôle des exportations³⁶ ». « L'état actuel » représente un « vice congénital³⁷ » structurel, affirme Georg Mascolo. L'Allemagne, qui bataille pour la défense des droits de l'homme et la paix internationale à l'échelle mondiale, était le 4^e exportateur d'armes lourdes entre 2016 et 2020, derrière les États-Unis, la Russie et la France³⁸. En 2018 déjà, quand le sujet des exportations d'armements vers des États impliqués dans la guerre au Yémen fut mis sur le tapis, un passage fut intégré dans l'accord de coalition de l'époque, conclu entre le SPD et la CDU/CSU, interdisant des livraisons à tous les États directement impliqués dans cette guerre. Cette résolution ne fut cependant mise en pratique que pour l'Arabie Saoudite, le Soudan et le Yémen³⁹. De fait, les autorisations d'exportations ont battu un nouveau record en 2019, avec une somme d'environ huit milliards d'euros⁴⁰ et, suite à une légère baisse l'année suivante, ce chiffre a atteint son niveau le plus élevé en 2021, soit 9,35 milliards⁴¹. C'est justement pour les exportations d'armes allemandes en Arabie Saoudite que des autorisations individuelles furent accordées en 2020, pour un montant total de plus de 30 millions d'euros⁴². Cependant, pendant cette période-là, l'Arabie Saoudite n'était pas seulement belligérante au Yémen, mais aussi l'un des adversaires majeurs de l'Iran en termes de politique extérieure et de sécurité. L'Allemagne exige de ce dernier de garantir l'utilisation pacifique de son énergie nucléaire et elle s'est activement engagée en faveur d'une limitation d'utilisation (en 2015) lors des négociations de l'accord international sur le nucléaire iranien et continue de le faire.

Cela est dû au potentiel militaire de l'Israël, puissance nucléaire présumée et ennemi principal de l'Iran. L'État israélien, approvisionné en biens d'armement allemands depuis le début des années cinquante, au plus tard depuis 1956/57⁴³, a bénéficié de l'obligation morale de l'Allemagne d'apporter son soutien à l'Israël dans sa quête de préserver son existence. Cela n'était pourtant pas le seul motif de la coopération militaire⁴⁴, les exportations d'armements dans la région du Proche- et Moyen-Orient sont depuis toujours lucratives pour l'Allemagne. Mascolo constate quant au commerce des armes dans l'année record de 2021 que « ce miracle économique allemand très spécial [...] pendant la coalition rouge-verte de 1998 à 2005 se faisait également [avec la participation] des Verts, lesquels ont fustigé ensuite ce genre de commerce, avec l'Arabie Saoudite entre autres, une fois qu'ils se retrouvèrent en opposition, et ont même

³⁶ Traduit du texte source allemand : Mascolo 2022.

³⁷ Traduit du texte source allemand : ibidem.

³⁸ Stockholm International Peace Research Institute (éditeur) 2021.

³⁹ Tagesschau en ligne 2021.

⁴⁰ Cf. ibidem.

⁴¹ Cf. Redaktionsnetzwerk Deutschland 2022a.

⁴² Cf. Statista Research Departement 2022.

⁴³ Serr 2015.

⁴⁴ Cf. ibidem.

déposé plainte devant la cour constitutionnelle pour qu'un contrôle parlementaire plus strict soit mis en place en ce qui concerne les exportations d'armes⁴⁵. »

Les exportations d'armements vers l'Israël respectivement dans cette région de crise, font-elles exception à la règle justifiée par des raisons morales ? Certainement pas, car dans le cas de l'armement des Kurdes, pour les soutenir dans leur combat contre ce que l'on appelle l'État islamique en 2014, on a encore une fois dérogé à celle-ci. Mais, même si – selon Mascolo – « tous les cas exceptionnels » [...] ne peuvent pas être définis, voire résolus en adoptant des lois [...] », il doit être évident qu'une exception est censée rester une exception, car au départ, « [...] les exportations en dehors de pays membres de l'OTAN n'étaient pas destinées à jouer un rôle très important [et] celles dans [...] des zones de tensions n'étaient même pas prévues [...] ». Par contre, « l'industrie [de l'armement] allemande [doit] [...] son expansion des années passées notamment à ses clients fidèles dans la zone du Proche- et Moyen-Orient, touchée en permanence par des crises » précise Mascolo et demande que « l'on aurait dû [y] mettre un « point final » après l'ingérence de nombreux États limitrophes dans la guerre au Yémen au plus tard [...]»⁴⁶. Il semble que ce sont les implications allemandes de longue date en termes de politique d'armement – y compris dans des zones de crise – et la pratique dans la politique des armements appliquée par le gouvernement fédéral, du moins jusqu'en 2021, et intensifiée pendant cette année-là au point d'atteindre de nouveaux records, qui ont donné un nouvel élan économique sans précédent à l'industrie de défense allemande. En agissant ainsi, le gouvernement fédéral a – avec l'exigence de conserver une politique extérieure fondée sur des valeurs – principalement et délibérément fait d'un diable deux en livrant plus d'armes dans des régions de crises hantées par des escalades de violences dues aux destructions et au désordre.

Il est vrai que le gouvernement fédéral au pouvoir depuis décembre 2021 a déclaré – jusqu'à la guerre en Ukraine – de ne plus vouloir accorder des autorisations permettant des exportations d'armements à des États dont l'implication dans la guerre au Yémen est prouvée. En outre, il a fait comprendre principalement que l'Allemagne « nécessiterait des règles plus contraignantes [...] pour une politique restrictive quant à l'exportation d'armes⁴⁷ » et viserait par conséquent à élaborer un règlement de l'UE portant sur les exportations d'armements, en collaboration avec les partenaires européens. Pourtant, même si le gouvernement devait arriver à réaliser ces projets et à « ancrer » les principes politiques au sujet de l'exportation d'armes de guerre et d'autres matériels d'armements dans une loi nationale portant sur le contrôle des exportations d'armements, elle a tout de même laissé sous-entendre qu'elle admettrait des dérogations justifiées⁴⁸.

La décision prise par le gouvernement fédéral le 26 février 2022 d'envoyer des armes en Ukraine pour la soutenir dans sa guerre contre la Russie et pour permettre ainsi à celle-ci d'exercer son droit à la légitime défense, entraîne la création d'un autre cas de ce genre. D'après les propos du chancelier Scholz, cette « exception » supplémentaire n'abrogerait tout de même pas complètement la règle de ne pas envoyer des armes dans des zones de crise. Il est prévu que cette ligne directrice continue d'être appliquée « à de nombreuses occasions⁴⁹ ». Au vu de la violation du droit international et du droit de légitime défense dans la guerre d'agression menée par la Russie, cette livraison d'armes est expressément présentée comme étant conforme aux valeurs occidentales. Mais des

⁴⁵ Traduit du texte source allemand : Mascolo 2022.

⁴⁶ Traduit du texte source allemand : ibidem.

⁴⁷ Traduit du texte source allemand : SPD / Bündnis 90/Die Grünen / FDP 2021 : 146

⁴⁸ Ibidem.

⁴⁹ Traduit du texte source allemand : Welt en ligne 2022.

livraisons d'armes dans des zones de crise ne sont plus exclues catégoriquement non plus⁵⁰. Cela abroge le « principe fondamental de l'exception » en vigueur auparavant.

Néanmoins, cela soulève des questions qui font que ce raisonnement moral peut parfois sembler très construit. C'est notamment le cas lorsque des discussions s'enflamment autour du sujet quels volumes de livraison peuvent encore être considérés comme proportionnés d'un point de vue éthique (« 100 » « jusqu'à 250 » ou bien « jusqu'à 730 » missiles sol-air, voire davantage encore) et à partir de quel volume les armements (avions de combat etc.) ne sont plus acceptables à cet égard.

Depuis le début de la guerre en Ukraine et la décision du gouvernement fédéral de livrer des armes à un belligérant en Europe situé à environ deux heures de vol de Berlin, la question légitime se pose de savoir à quel point la réalité des exportations massives d'armements, sur un fond de risques d'escalades, est compatible avec la volonté de poursuivre une politique de prévention de crises basée sur des valeurs et guidée par des intentions pacifiques. Cela s'applique surtout si la limite morale et éthiquement justifiée de n'envoyer des armes dans des zones de conflit que dans des cas exceptionnels a été, en principe, transgressée en Ukraine au point de conduire à un changement de paradigme.

3.2 Les relations avec la Chine – bourreau et partenaire commercial de premier plan ?

L'oppression des peuples sur le territoire chinois, pays qui pratique le plus la peine de mort dans le monde⁵¹, a, d'un côté, été abordée officiellement par l'Allemagne⁵², de l'autre, celle-ci a soigneusement fait attention à ce qu'aucun préjudice majeur ne soit porté aux relations commerciales avec la Chine – championne technologique et nouvelle puissance mondiale économique – vu que ces dernières sont essentiellement importantes pour l'Allemagne comme nation exportatrice. Il est de fait que la Chine était le premier partenaire commercial de l'Allemagne en 2019 et cela non pour la première fois. Les exportations vers la Chine se sont chiffrées à presque 100 milliards d'euros en 2019. Elles ont alors triplé entre 2007 et 2019⁵³. Quant à la conception des relations avec la Chine, le défi pour l'Allemagne respectivement son gouvernement consistait à ce jour, à trouver l'équilibre entre les intérêts notamment politico-économiques et les valeurs sur lesquelles se fonde la politique étrangère allemande (garantie de l'État de droit, de la démocratie et des droits de l'homme).

Cela marquait particulièrement la politique allemande vis-à-vis de la Chine sous l'égide de la chancelière fédérale Angela Merkel (CDU)⁵⁴. Mais aussi les gouvernements précédents sous les chanceliers Helmut Kohl (CDU) et Gerhard Schröder (SPD) se trouvèrent déjà devant le défi de garder cet équilibre dans la politique poursuivie par eux vis-à-vis de la Chine⁵⁵. Huang constate que cet « équilibre » [...] représente régulièrement un challenge « dans les relations avec les partenaires transatlantiques ». « Il est d'autant plus difficile à garder quand il s'agit d'un partenaire comme la Chine, dont les valeurs, le système et l'identité sociale sont tellement

50 Cf. ibidem.

51 Cf. Amnesty International (éditeur) 2021.

52 Cf. Zeit en ligne 2020.

53 Cf. Huang 2021 :33 ; cf. Statistisches Bundesamt (éd.) 2022.

54 Huang 2021 : 33.

55 Ibidem : 34.

différents de ceux de l'Allemagne et de l'Europe⁵⁶. » Huang constate néanmoins – au regard des années du gouvernement Merkel – une tendance à « ce que la pendule s'éloigne du réalisme et de l'idéologie ces dernières années [...] pour [dévier] de plus en plus fortement en direction d'une politique d'intérêts », puisant sa motivation « dans l'énorme marché chinois⁵⁷ ». Ulrich Reitz esquisse la politique allemande vis-à-vis de la Chine et, à travers cet exemple, la politique étrangère de l'ère Merkel comme suit : la chancelière avait, en premier lieu, mesuré la politique vis-à-vis de la Chine à sa valeur pour le commerce allemand. Reitz devient encore plus explicite en constatant avec une franchise désarmante que le « destin des Hongkongais, des Tibétains, des Ouïghours, des Taïwanais [...] [n'avait] quasiment [joué] aucun rôle dans la politique étrangère opérationnelle, mis à part quelques laïus dans lesquels on exprimait toute sa préoccupation⁵⁸. » De ce fait, le mantra de la dignité de l'être humain et des droits de l'homme n'existait que sous forme ritualisée, sans avoir cependant une signification prépondérante en pratique.

Le changement de gouvernement en 2021, va-t-il avoir pour conséquence que la politique extérieure et de sécurité allemande substituera le « money first⁵⁹ » du cabinet Merkel par un « moral first⁶⁰ »⁶¹ ? Peu avant de prendre ses fonctions de ministre des Affaires étrangères, Annalena Baerbock avait clairement dit qu'une « politique extérieure guidée par des valeurs [...] [devait] toujours être un mélange entre dialogue et dureté », mais que l'interdiction d'importer des marchandises provenant de la région de Xinjiang, où les habitants sont systématiquement exploités comme main-d'œuvre, représentait tout de même un moyen de pression approprié envers le gouvernement chinois. « Nous, les Européens, devrions nous servir davantage de ce levier qu'est le marché unique », estime Baerbock⁶².

De plus, la question suivante peut être soulevée : quelle position l'Allemagne défendrait-elle dans sa politique étrangère quant à la question des droits de l'homme, si la Chine, en tant qu'acteur mondial, y voyait un inconvénient pour ses propres intérêts ? La Chine, réduirait-elle en conséquence ses relations commerciales avec l'Allemagne ou donnerait-elle un nouveau tour de vis aux entreprises allemandes implantées en Chine afin d'entraver ou entièrement bloquer leur accès au marché chinois ? L'Allemagne, exigerait-elle de la Chine de respecter les droits de l'homme et pourrait-elle maintenir sa posture de fonder sa politique extérieure et de sécurité sur des valeurs sans payer cher économiquement ? Reitz n'omet pas non plus de mentionner que la réorientation sur une politique vis-à-vis de la Chine basée sur davantage de valeurs dans l'époque post-Merkel risquerait d'entraîner des répercussions importantes sur la prospérité de l'Allemagne⁶³. Ne serait-il pas plus efficace d'exercer de l'influence sur la politique des droits de l'homme en Chine par le biais de liens économiques intensifiés pour ainsi mettre la pression politique sur le régime à Pékin si besoin est – par exemple en ce qui concerne la liberté des Ouïghours ? C'est-à-dire : poursuivre une orientation des intérêts basée sur des buts économiques avec l'option de pouvoir s'en servir comme moyen qui justifie la fin (« politique étrangère basée sur des valeurs ») et ainsi légitimer l'orientation allemande sur des intérêts économiques d'un point de vue moral. En

⁵⁶ Traduit du texte source allemand : ibidem : 33.

⁵⁷ Traduit du texte source allemand : ibidem.

⁵⁸ Traduit du texte source allemand : Reitz 2021.

⁵⁹ En français : l'argent d'abord.

⁶⁰ En français : la morale d'abord.

⁶¹ Ibidem.

⁶² Traduit du texte source allemand : Spiegel en ligne 2021.

⁶³ Cf. Reitz 2021.

bref : « Le changement par le commerce » ou bien le changement par l'extension des interpénétrations commerciales, le changement par l'entente entre partenaires, d'égal à égal ? Par contre, si l'on regarde les positions de force de la Chine et de l'Allemagne de manière réaliste, peut-on même parler d'un tel pied d'égalité ? Une telle interpénétration, ne mènerait-elle pas droit dans la dépendance ? Qui est plus dépendant de l'autre ? Qui serait alors exposé au danger d'une vulnérabilité accrue de son autonomie et autodétermination, y compris dans le domaine de la politique extérieure et de sécurité⁶⁴ ?

Dans ce contexte et considérant les projections de puissance chinoises sur le monde (« Belt and Road Initiative⁶⁵ ») et l'interpénétration économique croissante entre l'Allemagne et la Chine, la question se pose de savoir si l'orientation sur les intérêts économiques dans la politique allemande vis-à-vis la Chine peut servir d'instrument pour faire prévaloir des valeurs. Ou l'Allemagne pourrait-elle se dérober à sa responsabilité éthique justement en prétextant cette « impuissance » ? Quoique cet argument puisse être valide sur un plan strictement national, il est erroné si l'on fait partie de systèmes de relations internationales et d'alliances générant de l'influence. Dans ce cadre, l'Allemagne ne peut pas se déresponsabiliser sur le plan éthique quand il s'agit d'exercer de l'influence sur la Chine. Sur le fond, il est à noter, lorsque l'on observe l'évolution des relations sino-allemandes des dernières décennies, qu'en Allemagne l'orientation sur les intérêts économiques a, jusqu'à présent, primé sur la défense des valeurs dans la politique extérieure et de sécurité allemande, ce qui engendre des inconsistances de crédibilité.

3.3 Les relations avec les États-Unis – « Values or Our Security⁶⁶ » ?

S'apercevant de la projection de puissance stratégique d'une Chine qui connaît une « recrudescence de provocations et de confrontations⁶⁷ » et suite à la « destitution par vote » politique du président américain Donald Trump qui avait cherché la confrontation avec le concurrent commercial allemand⁶⁸, Berlin s'est à nouveau rapproché du nouveau gouvernement étatsunien, au pouvoir depuis 2021. Compte tenu des valeurs communes, l'ancien gouvernement fédéral a jugé essentiel de se concerter étroitement sur le plan politique avec les États-Unis menés par le président démocrate Joe Biden. Il a suggéré, entre autres, un « New Deal transatlantique » pour pouvoir « parler d'une voix de la raison dans notre lutte commune pour la démocratie⁶⁹ ».

Une politique étrangère fondée sur des valeurs qui est empreinte d'idéalisme peut aussi bien conduire au désastre, selon l'avis de Friedbert Pflüger, si l'on considère l'exemple des États-Unis⁷⁰. Dans la phrase suivante, il se réfère à Karl Kaiser et Karsten Voigt : « l'exportation de la démocratie dans des régions marquées de traditions et valeurs fondamentalement différentes [...] [risque] d'échouer⁷¹. » Selon Pflüger, le résultat en est que les États du dit monde occidental, avec à la tête les États-Unis, n'étaient pas en mesure d'améliorer la situation des gens sur place, mais que celle-ci

⁶⁴ Comme par exemple la dépendance de l'Allemagne face à la Russie au niveau de l'énergie.

⁶⁵ En français : l'initiative « la ceinture et la route ».

⁶⁶ En français : des valeurs ou notre sécurité.

⁶⁷ Traduit du texte source allemand : Ministère des Affaires étrangères (éditeur) 2021.

⁶⁸ Cf. Mildner/Schmucker 2018.

⁶⁹ Traduit du texte source allemand : Ministère des Affaires étrangères (éditeur) 2021.

⁷⁰ Cf. Pflüger 2021.

⁷¹ Traduit du texte source allemand : ibidem.

s'était, au contraire, dégradée davantage⁷². Cet échec de l'Occident dans le Proche- et Moyen-Orient se reflète donc en Irak, en Syrie ou en Afghanistan⁷³.

On peut alors se demander dans quelle mesure une attitude idéaliste pourrait véritablement guider la politique extérieure et de sécurité, si la liberté, l'autodétermination des peuples ainsi que les droits de l'homme étaient en jeu. Les citoyens aspirant à la liberté à Berlin-Est (1953, 1961) ou en Hongrie (1956) avaient déjà espéré une réaction militaire massive des États-Unis⁷⁴. En vain, cela ne s'est pas produit, non plus en 1968, lorsque le printemps de Prague fut écrasé. Néanmoins, la ligne rouge des États-Unis, qui signifie en termes de politique de sécurité de riposter immédiatement sur le plan militaire, même par une frappe nucléaire en cas de besoin, serait probablement transgressée si la ligne de démarcation entre les zones d'influence en place devait être gravement ignorée – par exemple par la Russie ou la Chine – menaçant ainsi la sécurité des États-Unis et la paix mondiale⁷⁵. Le président américain en exercice, Joe Biden, a fait une déclaration claire et nette à ce sujet à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine, à destination de la Russie, en cas d'attaque d'un pays de l'OTAN⁷⁶. Pour les États-Unis, la question de la transgression de cette ligne rouge se poserait également, si la République populaire de Chine devait agresser le Taïwan. Ce scénario pourrait se réaliser si la Chine devait attaquer le Taïwan, par exemple en raison de tensions militaires accrues, voire un affrontement militaire – ni prévu ni intentionné – entre l'OTAN et la Russie en Europe, forçant une concentration militaire de l'Occident sur place que la Chine pourrait percevoir comme un moment propice pour lancer une invasion.

Les résultats d'une politique extérieure et de sécurité idéaliste et basée sur des valeurs dans le Proche- et Moyen-Orient aussi bien que le manque de volonté de l'Occident de résolument défendre, avec toutes les conséquences militaires en cas de besoin, la liberté, l'autodétermination et les droits de l'homme au-delà de sa propre zone d'influence sécurisée en termes de politique de force, ont été enregistrés par des puissances rivalisant avec l'Occident, comme la Russie et la Chine. Pékin et Moscou pourraient être amenés à conclure que les États-Unis et leurs alliés occidentaux ne défendent la démocratie et l'État de droit que sous condition et que les bonnes exigences de l'Occident sont à relativiser et que des actions politiques ou militaires allant à l'encontre de celles-ci n'auront pas de conséquences pénalisantes.

Il se pourrait donc que cette évaluation de l'Occident faite par la Russie et la Chine, y compris l'exigence prononcée par l'Occident de baser les relations internationales sur des valeurs, ne soit – notamment au vu des photos prises à Abou Ghraïb et à Guantánamo ridiculisant les prisonniers torturés – perçue ni comme une projection de puissance convaincante ni comme moralement fondée. De ce fait, elle risque de paraître peu crédible, et ceci non seulement pour la Chine et la Russie.

Les garanties de sécurité pour l'Europe, fournies par l'OTAN respectivement les États-Unis, sont d'une importance existentielle pour l'Allemagne. Cela soulève la question de savoir jusqu'à quel point l'Allemagne serait prête à limiter ou adapter ses relations commerciales avec la Chine, perçues comme essentielles, au détriment d'inconvénients économiques, au profit de la soi-disant conception de valeurs et de sécurité partagée avec les USA. L'appel du gouvernement Biden lancé à l'UE et à l'Allemagne de fonder leur politique extérieure davantage sur des valeurs, pourrait-il

72 Cf. ibidem.

73 Cf. ibidem.

74 Cf. ibidem.

75 Cf. Biden 2022. ; Cf. aussi Mayer 2022.

76 Cf. ibidem. ; Cf. aussi Biden 2022.

inclure des arrière-pensées politico-économiques et ne serait-il, sous cet angle, qu'un prétexte pour empêcher l'UE et l'Allemagne d'intensifier leurs relations commerciales avec le rival chinois ? La réelle motivation des États-Unis, ne serait-elle pas plutôt la préoccupation de perdre davantage de terrain dans la rivalité économique et systémique mondiale avec la Chine ? L'extension poursuivie de la coopération (stratégique) en matière de politique économique, aboutissant même à un partenariat stratégique entre l'Allemagne et la Chine, entraînerait-elle des conséquences politico-sécuritaires pour les relations germano-américaines ? L'Allemagne, dû à sa dépendance des États-Unis dans le domaine de la politique de sécurité, ne serait-elle finalement pas dans l'obligation d'obtempérer aux ordres de Washington pour ne pas mettre en jeu les garanties de sécurité étatsuniennes pour l'Europe et l'Allemagne ? Berlin, ne serait-elle pas tenue d'agir ainsi tant que les capacités de défense de l'UE, quant à elle, demeurent limitées sur le plan militaire face à la Russie, l'Iran et la Chine ? Dans ce cas, l'Allemagne devrait privilégier ses intérêts sécuritaires existentiels sur ses intérêts économiques. Tel a été le cas lorsque la menace de l'Ukraine était accrue et une attaque par la Russie se profilait. Le gouvernement fédéral avait décidé alors de suspendre l'autorisation du gazoduc Nord Stream 2. Les intérêts sécuritaires sont alors priorisés par rapport aux intérêts économiques.

Par conséquent, une analyse des relations germano-américaines permet de constater aussi des inconsistances de crédibilité qui se manifestent entre, d'une part, l'exigence d'une politique extérieure et de sécurité basée sur des valeurs et réticente devant des interventions militaires et, d'autre part, les intérêts de sécurité de l'Allemagne nécessitant des garanties militaires. Actuellement, ces dernières peuvent être garanties par l'Otan uniquement, avec en tête les États-Unis qui dominent militairement et exhibent offensivement leur puissance. L'Allemagne, en tant que concurrent commercial des États-Unis, relègue alors ses propres intérêts économiques au second plan dans un scénario de menace accrue.

3.4 Les relations avec la France – un partenariat d'égal à égal basé sur des valeurs ou axé plutôt sur la réalisation des intérêts français ?

D'aucuns penseront à l'histoire unique de réconciliation de ces deux grandes nations voisines européennes quand ils regardent l'évolution des relations franco-allemandes. Celle-ci est passée, en l'espace de moins de trois générations, d'une inimité héréditaire résultant de guerres en Europe, empreinte de haine et opposant le continent, à une alliance, ou plus précisément une entente, où règnent la paix et l'amitié et qui unit l'Europe. Au vu des expériences réciproques faites à Versailles (1871 et 1919), dans la « fournaise de Verdun » (1916) durant la Grande Guerre ainsi que pendant l'occupation allemande de la France (1940-44), l'acte solennel de réconciliation entre le chancelier fédéral Konrad Adenauer et le président de la République française Charles de Gaulle en 1963 dans la cathédrale de Reims, lieu prestigieux où furent sacrés les rois de France, avait un caractère quasi spirituel et a marqué le début de cette évolution d'importance historique pour la paix en Europe.

Ce « conte politique », ce récit de réconciliation et d'amitié ainsi que ses images restées dans les mémoires des citoyens des deux nations forme, d'un côté, sans aucun doute la base des valeurs communes. De l'autre, il est indéniable qu'à cette époque déjà, la motivation des deux États de travailler ensemble s'explique par un certain calcul politique : d'une part, la France s'intéressait à la puissance économique de son voisin d'outre-Rhin – p. ex. dans le cadre de la Communauté européenne du

charbon et de l'acier⁷⁷. À cela s'ajoute que l'on voyait l'Allemagne comme un bastion respectivement une zone tampon face à l'URSS, puissance nucléaire menaçant l'Europe occidentale. D'autre part, la France, comme puissance d'occupation, était, de son côté, un partenaire indispensable pour que l'Allemagne de l'Ouest puisse aspirer à réintégrer la communauté internationale et à regagner sa pleine souveraineté nationale en passant par la voie de l'entente (ouest-) européenne⁷⁸. Cependant, c'est justement ce calcul réciproque qui marque les relations entre la République française et la République fédérale d'Allemagne depuis lors jusqu'à nos jours. C'est ce calcul qui, grâce à son effet de coopération et d'intégration, a engendré un dividende de paix dont toute l'Europe occidentale et, après la chute du rideau de fer, aussi l'Europe orientale profitent à ce jour. Le président français en exercice, Emmanuel Macron, est également conscient de la signification persistante de cette entente franco-allemande pour l'Union européenne. Le fait que l'Allemagne, en raison de sa force économique, contribue essentiellement au financement du budget de l'UE⁷⁹, garantit, entre autres, la stabilité fiscale de la France, ce qui est d'une importance primordiale pour la politique intérieure du pays.

La politique européenne de la France représente, certes, un élément considérable de la politique intérieure du pays, mais les intérêts français sont loin de se limiter à cela. Comparés aux intérêts allemands, ils se caractérisent – aussi pour des raisons historiques – explicitement par une vision géopolitique.

Paris place notamment l'accent sur l'Afrique. L'influence française en Afrique de l'Ouest est toujours existante après la fin du colonialisme et ce sur les plans de la politique commerciale et fiscale (le rôle des monnaies *franc CFA* respectivement *Eco* utilisées en Afrique de l'Ouest) et de la politique extérieure – même face à la projection de puissance agressive exercée par la Russie et la Chine dans la région⁸⁰. Après l'indépendance des États africains, la France a gardé son influence dans la région par le biais de la coopération avec les nouvelles élites nationales au pouvoir en Afrique de l'Ouest. À ce jour, cela représente un socle de continuité de la puissance française dans cette région africaine⁸¹. L'engagement français en Afrique de l'Ouest en général, et surtout au Mali tout récemment, ainsi que l'attente française d'assistance mutuelle, notamment vis-à-vis de l'Allemagne (2015), fondée par l'article 42, alinéa 7 du traité sur l'Union européenne – témoignent de l'image identitaire de la France en termes de politique sécuritaire (opération antiterroriste). Cela concerne également la question de la défense des intérêts français en Afrique en matière de politique économique et géopolitique (afin de sécuriser les gisements uranifères au Mali et les mines d'uranium au Niger pour le commerce des matières premières avec la Chine⁸²). Même les projections de puissance croissantes de la Chine et de la Russie en Afrique et un retrait de la France du Mali ne mettront pas un terme aux ambitions (de puissance) de cette dernière en matière de politique économique et sécuritaire dans cette région, puisque l'engagement dans cette zone du monde correspond principalement à l'image identitaire de la France (en termes de géopolitique). Paris n'omettra pourtant pas de souligner la (ré-) orientation de la politique africaine de la France mettant désormais l'accent sur le partenariat. Cela était déjà monnaie courante avant la présidence de Macron⁸³.

⁷⁷ Cf. Abelshausen 2002 ; Patel 2005.

⁷⁸ Ibidem.

⁷⁹ Cf. Urmersbach 2022 ; Handelsblatt en ligne 2021 ; cf. Kafsack 2021.

⁸⁰ Cf. Deutsche Welle en ligne 2020b ; cf. aussi Deutsche Welle en ligne 2020a.

⁸¹ Cf. ibidem et Deutsche Welle en ligne 2020b.

⁸² Cf. Gebauer/Hengst 2013 ; cf. Spiegel en ligne 2007 ; cf. aussi Branco 2016.

⁸³ Cf. Thorel 2013 ; cf. aussi Lacher 2021.

À première vue, une image identitaire géopolitique comme celle de la France n'a pas lieu dans la politique africaine de l'Allemagne, même si l'Allemagne avait déjà généré de l'influence politique avant la réunification de par sa puissance économique. En principe, le risque qui en résulte est tel que des despotes politiques et élites corrompues puissent tirer profit d'un engagement de l'État allemand. Vu que les dictatures persistent, on pourrait arguer que le gouvernement fédéral devra, à la rigueur, se contenter de boire du thé avec de tels potentats aussi, s'il veut élargir son influence, car cela lui permettrait d'aider les personnes en situation de détresse vivant sur place. En revanche, une telle approche pourrait directement entraîner un dilemme moral pour la politique étrangère allemande basée sur des valeurs. Un tel dilemme peut également survenir lors d'un soutien indirect allemand de la politique africaine de la France, si celle-ci devait servir en premier lieu à la projection de puissance de la France – comme un acteur coopérant avec les régimes injustes dans la région. Cela aurait pour effet que l'Allemagne accepterait volontairement sur le plan politique que ses propres principes moraux soient relativisés, afin de ne pas mettre en péril notamment la conception commune de la politique au sein de l'UE, faite main dans la main avec le partenaire français. Car l'Allemagne cherche à ne pas affaiblir la position de son partenaire français en Europe, afin de ne pas inutilement apporter de l'eau au moulin des voix eurosceptiques et anti-allemandes présentes dans la politique intérieure française.

Non seulement le soutien indirect, mais aussi direct de despotes ou d'élites corrompues est donc douteux d'un point de vue éthique – au regard de l'exigence morale de la politique extérieure et de sécurité allemande. Cela pourrait, si l'on observe les relations franco-allemandes, également véhiculer l'image qu'il existe une autre inconsistance de crédibilité en rapport avec cette exigence.

3.5 Les relations avec la Turquie – protection de la forteresse Europe grâce au despote turc ?

Quand il s'agit de gérer la crise migratoire, la France et l'Allemagne travaillent ensemble. La pression de trouver une solution à cette crise a renforcé la disposition de l'UE et de l'Allemagne à coopérer avec la Turquie. Sans la volonté d'Ankara de négocier et de conclure des contrats, le nombre croissant de réfugiés aurait pu mettre une pression migratoire considérable sur l'UE. Un tel développement aurait pu engendrer dans la politique intérieure allemande la préoccupation que la cohésion de la société allemande soit massivement perturbée. La stabilité intérieure de l'Allemagne et de l'UE aurait été mise à l'épreuve plus que par le passé.

Et même si la Turquie représente un pays important pour l'UE et l'OTAN sous un angle militaro-stratégique, ce fait ne dissipe pas les doutes persistants quant à la question de savoir si une coopération avec un gouvernement turc, de plus en plus autocrate, défiant l'État de droit et abolissant ou transformant les conditions et institutions démocratiques, peut être conciliable avec l'exigence morale de la politique extérieure et de sécurité allemande ou bien les normes européennes correspondantes.

La grande misère des réfugiés aux frontières extérieures de l'Europe laisse davantage planer le doute sur le respect des normes et des valeurs allemandes et européennes, dans une Europe qui – avec à la tête l'Allemagne – entend être un défenseur et bastion de l'humanité dans le monde. « Le problème des valeurs et des intérêts [de l'Europe] se présente d'autant plus, lorsque le contrôle des flux migratoires [doit en plus reposer sur] la coopération avec des acteurs sans scrupules qui sévissent dans les régions de transit et d'origine des migrants », estime Lübke-meier⁸⁴. Si l'on

84 Traduit du texte source allemand : Lübke-meier 2021 : 20.

observe les relations germano-turques, cela donne l'impression que c'est une politique extérieure et de sécurité basée sur les intérêts qui prime – notamment au vu de la stabilité intérieure et des considérations militaro-stratégiques.

Devant la coopération avec le régime d'Ankara, autocrate et défiant l'État de droit, dans le but de limiter la migration, mais en acceptant la misère des réfugiés, notamment des femmes et enfants, sur les différentes routes des réfugiés et dans les camps respectifs, la question suivante se pose : dans quelle mesure la politique extérieure et de sécurité prenant appui sur les valeurs, prônée par l'Allemagne, est-elle crédible et peut-elle, en l'espèce, être considérée comme inconsistante aussi ?

3.6 Les relations avec la Russie – communauté de valeurs garantissant la protection ou sécurité en Europe à travers la coopération avec un grand fournisseur d'énergie ?

Le sujet de la conception des relations avec la Russie pose, depuis toujours, des défis substantiels à la politique extérieure et de sécurité allemande, lesquels sont imbriqués et potentiellement lourds de conséquences. L'agression de l'Ukraine par la Russie en 2022 est un autre chapitre de l'histoire d'une relation marquée par la détresse, la souffrance, la mort et la destruction, mais aussi par le respect mutuel et l'appréciation culturelle. Les relations germano-russes se classent généralement, et plus particulièrement en ce moment, parmi les relations bilatérales les plus complexes pour la politique extérieure et de sécurité allemande.

Au plus tard depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022, ce sont les intérêts de défense et de sécurité de l'Allemagne, garantis par l'OTAN, qui priment. Toutefois, le chancelier fédéral Olaf Scholz est conscient, devant la situation de menace, qu'une paix durable reste irréalisable pour toute l'Europe si elle va à l'encontre de la Russie⁸⁵ et que les relations dans le secteur énergétique demeurent, pour l'instant, essentielles pour les deux côtés. Cependant, c'est l'Allemagne qui est en premier lieu dépendante des livraisons d'énergie en provenance de la Russie.

L'Allemagne s'est efforcée, jusqu'au début des hostilités en février, notamment sous le gouvernement précédent, dirigée par la chancelière Merkel et auquel a également participé le SPD qui est au pouvoir actuellement, de trouver un juste milieu entre les différents intérêts de la politique extérieure et de sécurité allemande. C'était un véritable numéro d'équilibriste entre, d'une part, les efforts fondamentaux faits pour élaborer une conception de sécurité en Europe, incluant la Russie, ainsi que l'extension des relations économiques – conformément au principe du « changement par le commerce ». Ces relations comprennent notamment la sécurisation de l'approvisionnement en énergie de l'Allemagne à l'aide de livraisons de gaz (à travers les gazoducs Nord Stream 1 et Nord Stream 2 (envisagé)), de pétrole et de charbon⁸⁶. D'autre part, la consolidation défensive du flanc oriental garantit la sécurité de l'Europe et ce grâce à l'OTAN, avec comme acteur militaire principal les États-Unis. Il semblait faisable durant des années de naviguer sur cette ligne de crête. Il était primordial, dans ce contexte, de ne pas succomber à la naïveté - ni en ignorant l'importance géopolitique de l'Europe pour Washington et les intérêts économiques concrets des États-Unis (l'exportation du Gaz Naturel Liquéfié américain, abrégé par GNL, préjudiciable pour le climat et exploité

⁸⁵ Cf. Deutscher Bundestag (éditeur) 2022 : 1350 A.

⁸⁶ Cf. Shagina/Westphal 2021 ; cf. aussi Gill-Piatek 2021.

largement au moyen de la fracturation hydraulique⁸⁷), ni en ce qui concerne les relations avec un despote russe à Moscou.

L'autocrate qui est actuellement aux manettes du Kremlin a violé le droit international à plusieurs reprises ces dernières années, réprime toute opposition démocratique dans son propre pays et la fait déporter aux camps de travail. Il est soupçonné, en plus, d'avoir commandité des meurtres à l'étranger. Devant ces faits, il est évident que le président russe en exercice agit contre les principes des démocraties occidentales respectant l'État de droit ainsi que contre leurs valeurs et leur image identitaire. À cela s'ajoute que les recettes engrangées grâce aux livraisons de gaz à travers le gazoduc Nord Stream 1, versées par les démocraties occidentales mises au défi par la Russie, notamment l'Allemagne, ont, entre autres, permis au président russe de financer ce positionnement antagoniste. Alors que le gouvernement précédent sous la direction d'Angela Merkel a réussi à obtenir, face au président américain en exercice et conformément à la conciliation des intérêts susmentionnée, que le projet consécutif de Nord Stream 2 soit toléré⁸⁸, son successeur Olaf Scholz l'a mis à l'arrêt après la reconnaissance des territoires sécessionnistes de Lougansk et de Donetsk dans l'est de l'Ukraine par le président Vladimir Poutine, le 22 février 2022⁸⁹. Le ministre des Affaires économiques et vice-chancelier Robert Habeck a mis les choses au point le même jour en avançant que ce gazoduc n'aurait jamais dû être construit, car, d'après lui, la politique énergétique ne faisait pas seulement partie de la politique économique, mais était toujours à évaluer dans un contexte « sécuritaire et géopolitique⁹⁰ ». Le début de l'intervention militaire russe en Ukraine le 24 février 2022 a fait pencher la balance, dans les relations germano-russes, contre une priorisation des intérêts économiques, même si l'abandon de ces intérêts n'a pas encore été entièrement mis à exécution et si l'annonce des livraisons d'armes allemandes s'est faite de manière assez hésitante, du moins au début, ce qui a été mal perçu par l'allié polonais⁹¹. Le 27 février, le chancelier social-démocrate, investi chancelier à peine 100 jours plus tôt, a évoqué, lors d'une séance extraordinaire du Bundestag allemand⁹², un « tournant historique⁹³ » qui était survenu en Europe au vu du fait que l'ordre de sécurité existant depuis l'Acte final de la CSCE (1975) a volé en éclats à cause de la violation du droit international et de l'agression perpétrée par le régime de Poutine contre l'Ukraine⁹⁴. Scholz a annoncé des livraisons d'armes allemandes dans la zone de guerre et de crise – qui, en principe, ne sont pas compatibles avec l'exigence morale (voir conflit du Yémen) – et de remplir, voire dépasser, l'objectif annoncé à l'OTAN de consacrer deux pour cent du PIB allemand aux dépenses militaires. En outre, il a déclaré que l'idée de faire de la Bundeswehr une force « performante, ultramoderne et avancée » dotée de capacités de défense mettrait celle-ci dans une position lui permettant de « nous protéger de manière fiable⁹⁵ ». C'est pour cette raison qu'il débloquerait un budget correspondant

⁸⁷ Cf. Tagesschau en ligne 2021b ; cf. notamment Gheorghiu 2020.

⁸⁸ Cf. Emendörfer 2021 ; Shagina/Westphal 2021 ; cf. Gill-Piatek 2021.

⁸⁹ Cf. Tagesschau en ligne 2022a.

⁹⁰ Cf. Tagesschau en ligne 2022b.

⁹¹ Cf. N-TV en ligne 2022a. Et cf. au sujet de la livraison de 1 000 obusiers, 500 missiles sol-air (Stinger) : N-TV en ligne 2022a.

⁹² Deutscher Bundestag (éditeur) 2022 : 1350 A-1355 A ; cf. aussi discours historique de Scholz restitué par écrit : Redaktionsnetzwerk Deutschland en ligne 2022b.

⁹³ Deutscher Bundestag (éditeur) 2022 : 1350 A.

⁹⁴ Deutscher Bundestag (éditeur) 2022 : 1350 A et ibidem : 1350 C.

⁹⁵ Ibidem : 1352 D.

(100 milliards d’euros sous forme de fonds spécial à titre exceptionnel)⁹⁶. Ces mesures traduisent un changement de cap dans la politique extérieure et de sécurité allemande qui équivaut à un changement de paradigme. Le ministre allemand des Finances, Christian Lindner, a expliqué le lendemain lors d’une interview que l’Allemagne prévoyait se doter de l’une des « armées les plus opérationnelles et puissantes en Europe »⁹⁷. Ensuite, Noah Barkin a commenté comme suit le 1^{er} mars 2022 dans le magazine politique *The Atlantic* : « Europe’s Sleeping Giant Awakens⁹⁸ »⁹⁹. Cela marque, une fois pour toutes, la fin de la réticence allemande en matière de politique de défense, la fin de l’ère Merkel – comme a dit Gabor Steingart à propos de ce « tournant »¹⁰⁰.

L’exigence de fonder la politique extérieure et de sécurité allemande sur des valeurs, semble être claire en considérant le positionnement du gouvernement fédéral face à l’agression de l’Ukraine par la Russie, la violation du droit international par la Russie et la non-reconnaissance du gouvernement Zelensky démocratiquement élu : Le chancelier Scholz s’est référé, dans son discours devant le Bundestag le 27 février, à la paix, à la liberté et à la démocratie, « des valeurs que nous partageons avec vous [en Ukraine]¹⁰¹ ». Lors de la même séance du Bundestag, le ministre fédéral Lindner, par analogie au chancelier Scholz, considère même les investissements dans la défense pour cause de la guerre comme des « investissements dans notre liberté¹⁰² ».

Dans une situation de menace accrue de l’Allemagne, la motivation première de la politique extérieure et de sécurité allemande consiste – au regard de l’équilibre entre les intérêts précité – à défendre les intérêts sécuritaires garantis par l’OTAN, dont l’élément clé est la défense collective par une assistance mutuelle garantie par tous les États membres qui perçoivent le système de maintien de l’ordre basé sur des règles et des valeurs de la même façon que l’Allemagne. Il est donc clair que, dans le cas d’une menace militaire imminente émanant de la Russie, les intérêts sécuritaires immédiats, à savoir la défense collective des pays de l’OTAN, soutenue par la puissance militaire des États-Unis, priment sans aucun doute sur les intérêts sécuritaires médiats de l’Allemagne, à savoir une coopération avec la Russie fondée sur la présomption d’un dialogue fiable de même que des intérêts économiques de l’Allemagne vis-à-vis de la Russie. Le gouvernement fédéral en exercice a clairement véhiculé ce message lors de la séance extraordinaire du Bundestag, le 27 février 2022, convoquée en raison de la guerre en Ukraine. Le chancelier Scholz a souligné que les dépenses militaires ne seraient pas seulement augmentées pour tenir la promesse faite aux alliés, mais aussi pour « notre propre sécurité, sachant que les moyens militaires de la Bundeswehr ne permettront pas de juguler la totalité des futures menaces¹⁰³. »

En revanche, pendant des périodes où aucune menace immédiate n’émanait de la Russie et où celle-ci signalait, au contraire, à l’Allemagne sa volonté de mener une coopération pacifique, l’Allemagne chercha à intensifier davantage le dialogue germano-russe et la compréhension mutuelle. Les États à proximité immédiate ou relative observent cependant ce comportement avec suspicion, du fait de leur passé

⁹⁶ Ibidem : 1353 A.

⁹⁷ Rheinische Post en ligne 2022.

⁹⁸ En français : le géant endormi de l’Europe est en train de se réveiller.

⁹⁹ Barkin 2022.

¹⁰⁰ Steingart 2022.

¹⁰¹ Traduit du texte source allemand : Deutscher Bundestag (éditeur) 2022 : 1350 C.

¹⁰² Traduit du texte source allemand : Deutscher Bundestag (éditeur) 2022 : 1363 C.

¹⁰³ Traduit du texte source allemand : Deutscher Bundestag (éditeur) 2022 : 1353 B.

douloureux¹⁰⁴. Car ils craignent qu'un accord germano-russe puisse affecter la sécurité de la Pologne ou de l'Ukraine au profit d'un élargissement de la projection de puissance de la Russie ou – comme vu par le passé – de l'Allemagne¹⁰⁵. La défiance risque alors de s'installer rapidement, basée sur la conjecture que l'approfondissement des relations germano-russes ainsi que le renforcement des intérêts économiques, pendant des périodes empreintes de paix et d'entente, pèsent plus lourds pour l'Allemagne que les intérêts sécuritaires des États situés à proximité des frontières russes, comme p. ex. la Pologne, les États baltes ou l'Ukraine.

Compte tenu de la responsabilité historique de l'Allemagne – notamment vis-à-vis de la Pologne ou de l'Ukraine et de la situation de menace à laquelle celles-ci font face, générée par le régime poutinien qui opprime et œuvre au mépris de l'être humain – une certaine inconsistance s'était manifestée quant à la crédibilité d'un fondement sur des valeurs de la politique extérieure et de sécurité allemande avant l'escalade du conflit en Ukraine en 2022. D'une part, il paraît logique que des relations commerciales fructueuses et actives avec la Russie renforcent généralement la volonté de poursuivre une coopération pacifique et, de ce fait, la sécurité dans la région, sans pour autant pouvoir la garantir, comme le montre la guerre d'Ukraine. D'autre part, les interdépendances économiques accrues entraînent aussi une dépendance politique (progressive), en particulier dans le domaine de la politique de sécurité énergétique, et par suite une plus grande vulnérabilité pour ce qui est de la politique extérieure et de sécurité autonome, pouvant toucher substantiellement les intérêts sécuritaires des États à l'est de l'Allemagne et à l'ouest de la Russie. L'Allemagne envisageait même de mettre en service « Nord Stream 2 » afin d'assurer ses besoins énergétiques à l'aide de la Russie, même au risque que l'Ukraine soit exclue du système d'approvisionnement énergétique russe. Et cela s'est produit alors que la déstabilisation fut systématiquement poursuivie par la Russie à la suite de la sécession de certains territoires ukrainiens, contraire au droit international – nonobstant l'accord de Minsk de 2015 finalement – et que le financement de l'armement russe fut facilité au moyen des recettes engrangées grâce à l'énergie livrée en Allemagne¹⁰⁶. La dépendance de l'Allemagne des approvisionnements en énergie russe a finalement fait éclater au grand jour, au cours de la guerre en Ukraine, la propre vulnérabilité politico-économique et – selon le ministre Robert Habeck¹⁰⁷ – politico-sécuritaire.

Dans le cas d'une situation de menace concrète émanant de la Russie, il est évident qu'en Allemagne la priorité d'action basculera et la défense collective de l'Alliance primera au même titre que la coopération renforcée avec les pays membres situés à l'est, lesquels se voient confrontés à une menace réelle ou ressentie face à la Russie. Un tel cas induirait même que le ministre allemand de la Protection du Climat, Robert Habeck, de son côté non responsable du développement de la politique gouvernementale des années précédentes, serait prêt à préconiser, en raison de la pénurie énergétique planant sur le pays pour cause de la guerre, l'importation du GNL peu écologique en plus d'utiliser l'énergie éolienne et l'hydrogène, en construisant des terminaux nécessaires à cet effet. Le GNL serait livré en majorité par les États-Unis¹⁰⁸ et même les relations

104 L'exemple de la Pologne : les souffrances nationales vécues en rapport avec la Russie et l'Allemagne incluent les « partages » à répétition de la Pologne (en 1772, en 1793 et en 1795), les conséquences du pacte germano-soviétique (1939), le massacre de Katyn (1940), le ghetto de Varsovie (1943) et l'oppression de la Pologne par les Soviétiques dans les années 1956, 1980/1981.

105 Cf. Süddeutsche Zeitung en ligne 2021.

106 Cf. ibidem.

107 Cf. Tagesschau en ligne 2022b.

108 Cf. Hochstätter 2022 ; Süddeutsche Zeitung en ligne 2022.

économiques avec le régime au Qatar suspecté de violations des droits de l'homme à plusieurs reprises sont censées être intensifiées¹⁰⁹.

L'Allemagne tient, quant à elle, indéniablement sa parole aussi de défendre la dite communauté de valeurs de l'OTAN respectivement de l'UE – à l'effet d'une cohésion résultant d'une dynamique de groupe – au cas où une situation de menace imminente se présenterait, notamment au regard de la sécurité des pays membres orientaux de l'OTAN. Par contre, si la Russie ne présente aucune menace imminente, l'intérêt de l'Allemagne de chercher l'entente avec la Russie gagne en importance et l'intérêt allemand pour les besoins de sécurité des pays membres orientaux de l'UE et/ou de l'OTAN diminue. C'est toutefois le moment où une perte de crédibilité de la communauté de valeurs européenne, à l'effet unifiant et inspirant la confiance, s'installe chez les Européens de l'Est. La guerre en Ukraine a mis au jour ce changement de priorité allemand et donc l'inconsistance de crédibilité de la politique extérieure et de sécurité fondée sur des valeurs de l'Allemagne, en tant que membre de cette communauté de valeurs.

4 Conclusions

Huit directives-cadres de la politique extérieure et de sécurité allemande se manifestent :

1. Le respect des engagements et des obligations, dans le cadre de l'Alliance, envers l'OTAN en tant que garant de la sécurité, y compris les États-Unis comme partenaire clé en termes de stratégie militaire (relation transatlantique) ;
2. La promotion et le perfectionnement de la coopération cohésive des membres de l'UE, dans un rôle de leadership partagé avec la France, dans le but de maintenir la paix et la stabilité sécuritaire au sein et en dehors de l'UE, particulièrement dans les régions voisines et touchant les intérêts européens ;
3. La volonté de mener un dialogue fiable et de chercher une coopération pacifique avec la Russie sur la base du droit international en vigueur afin d'œuvrer pour la paix et une stabilité sécuritaire durables ;
4. La défense du droit à l'existence de l'Israël ;
5. Le maintien de l'ordre (de paix) international et la défense des droits de l'homme (protection des minorités, égalité des chances pour femmes, protection de l'enfance etc.) ;
6. Le maintien de l'accès libre aux sites et partenaires des marchés mondiaux (l'Allemagne comme nation exportatrice) ;
7. La sécurité énergétique et sanitaire et
8. La protection du climat et la participation équitable aux ressources naturelles à l'échelle mondiale.

Comment peut-on réussir, en respectant l'exigence d'une politique extérieure et de sécurité fondée sur des valeurs, à garder une consistance – c'est-à-dire rester crédible et être perçu comme calculable et fiable par les partenaires internationaux – dans ces directives-cadres dans la mesure où l'on cherche à faire, d'après les propos du

¹⁰⁹ Cf. Mayerhofer 2022.

« pragmatiste politique » susmentionné, Helmut Schmidt¹¹⁰, de la politique responsable et marquée de discernement ?

On peut partir du principe que le chancelier en exercice, Olaf Scholz, lui aussi, considère celle-ci d'ores et déjà, dans le travail politique avec ces directives-cadres, comme axée sur des valeurs par le fait « de peser le pour et le contre quant aux intérêts allemands en appliquant une éthique de responsabilité à la politique extérieure et de sécurité allemande¹¹¹ » dans l'esprit de Schmidt. Une politique étrangère dogmatique, axée sur une éthique de conviction d'après les idées de Max Weber, laquelle remet en question l'équilibre des intérêts ou risque de faire ainsi, sera probablement rejetée par le chancelier fédéral actuel.

Or, cet équilibre est justement mis à l'épreuve dans le contexte des relations germano-russes. Scholz est probablement bien conscient des répercussions possibles de ses actions politiques dans le cas de la guerre en Ukraine, puisqu'il s'oppose à la fermeture de l'espace aérien en Ukraine, à une garantie de l'OTAN de faire ainsi et à une intervention de l'Alliance au moyen d'avions de combat¹¹². De plus, il a abordé la question de la livraison d'armes lourdes avec beaucoup d'hésitation pendant un bon moment. Certes, cela apporterait un soutien à l'Ukraine, si elle avait la capacité de mieux exercer son droit (international) tout à fait compréhensible de se défendre sur le plan militaire, mais les conséquences qui résultent d'une politique de soutien plus offensive respectivement d'une cobelligérance allemande ne seraient plus calculables. Car, ce faisant, on encourt le danger d'une catastrophe beaucoup plus grande – l'usage d'armes nucléaires tactiques ou, si l'on mène la réflexion jusqu'à son terme, la participation à une Troisième Guerre mondiale au cours duquel des armes nucléaires seraient utilisées. La décision de l'Allemagne de ne pas livrer des avions de chasse a été qualifiée de « lâche » par l'ambassadeur ukrainien¹¹³. Cependant, la question peut être soulevée du point de vue du président Poutine, si la limite entre une cobelligérance indirecte et directe n'est pas déjà franchie en cas de livraisons d'armes lourdes d'importance stratégique à l'un des belligérants, de manière permanente et systématique. Cela pourrait conduire au *casus belli*, même si des livraisons d'armes à un pays envahi qui se défend sont légitimes, conformément aux principes du droit international. Mais dans le cas d'une livraison permanente d'armes lourdes en quantité élevée et de grande qualité stratégique – même si l'on considère que la Russie veut inspirer de la peur pour intimider l'Occident – le risque d'une perception belliciste par la Russie ne peut être écarté entièrement. Qu'il y ait ou non le droit international. Le philosophe Robert Spaemann a lui aussi objecté au sujet de la dite éthique de responsabilité respectivement de l'utilitarisme, qui équivaut à la première, que cette approche de réflexion échoue (finalement) « face à la complexité et au manque de clarté des conséquences à long terme de nos actions¹¹⁴ ». Cela devrait du moins être pris en compte dans le cas du soutien militaire de l'Ukraine.

À première vue, la décision du gouvernement fédéral de livrer (toujours plus) d'armes – aussi indirectement sous forme de « livraisons circulaires » – semble être acceptable, aussi bien sur le fond au regard de « l'éthique de conviction » et, pour ce qui est des quantités sur le plan de « l'éthique de responsabilité ». Cependant, cette approche n'est pas probante parce que les perceptions et les actions de l'assaillant

¹¹⁰ Voir préambule de cet exposé, 1 sq.

¹¹¹ Cf. Rupps 2008.

¹¹² Cf. Krüger 2022 ; Spiegel en ligne 2022a.

¹¹³ Spiegel en ligne 2022b.

¹¹⁴ Traduit du texte source allemand : Spaemann 1982 :67.

demeurent incalculables et ainsi l'évaluation des conséquences qui en découlent. Cela s'applique également si l'on concède que l'image du caractère incalculable des actions du camp opposé en raison de réflexions militaro-tactiques de l'agresseur, peut être usée comme un moyen psychologique dans une guerre hybride et ne devrait, en principe, avoir aucun impact sur la propre façon d'agir.

Le raisonnement du vice-chancelier Habeck paraît donc compréhensible. Celui-ci a déclaré que les livraisons d'armes à des fins de légitime défense étaient « correctes », mais que, dans le même temps, personne, ni même lui, ne saurait dire si ces livraisons d'armes sont finalement une bonne chose. Il a dit, en outre, de bien être conscient de la nature incalculable des conséquences d'une telle décision lorsqu'il a constaté que personne ne connaissait l'issue de cette guerre. Il soulève également la question comme suit à laquelle personne n'aurait de réponse : « et si d'autres décisions résultaient de celle-là et si cela devait aboutir à une situation où l'Europe ne fera que livrer sans cesse des armes pour une guerre permanente et de longue durée en Europe¹¹⁵ ? » Spaemann met en garde comme suit, concernant la question principale de l'évaluation de l'utilitarisme : « Quant aux répercussions dans leur ensemble, nous sommes toujours dans le noir le plus complet¹¹⁶. »

Une argumentation purement pacifiste pourrait être contrée, selon Spaemann, par la précision qu'une façon d'agir strictement pacifiste « suffirait à affaiblir la propre position au point de tenter un potentiel adversaire ». Un pacifiste pourrait alors rétorquer que cela « ne serait pas de sa faute ; si déjà une tuerie avait lieu, il ne souhaiterait pas y participer¹¹⁷. » Selon Spaemann, le « renoncement à toute implication » ou la « passivité » n'acquittent tout de même pas de la culpabilité, à laquelle le pacifiste croit pouvoir échapper¹¹⁸. Dans le cas du soutien militaire de l'Ukraine dans sa lutte contre la Russie, l'argument de ne pas livrer d'armes du tout, ni même pour la légitime défense, pourrait être valide, puisque les livraisons d'armes seraient irresponsables en général d'un point de vue éthique. On pourrait, d'après Spaemann, répondre à ces deux raisonnements en se basant sur Hegel : « le principe qui consiste à mépriser les conséquences des actions et l'autre qui consiste à juger les actions sur leurs conséquences et à en faire le critère de ce qui est juste et bon, [...] les deux sont signe d'une pensée abstraite¹¹⁹. »

Les décisionnaires politiques qui assument la responsabilité soit d'un soutien militaire – que ce soient des livraisons d'armes en quantité et qualité plus ou moins élevées – soit d'une non-ingérence sur le plan militaire ne pourront donc pas s'affranchir de toute culpabilité. Une possible responsabilité morale semble devenir plus facile à supporter dans le cas présent en limitant le soutien en armement – par rapport aux livraisons en quantité et qualité plus élevées, comme p. ex. les avions de combat – sans pour autant que l'on puisse s'en délier entièrement. Les risques ne peuvent pas être calculés dans leur totalité, ni de façon immédiate, puisque les livraisons d'armes même en quantité limitée incluent le risque de provoquer la mort de personnes, ni de façon médiate. Le vice-chancelier Habeck est conscient du fait que, même s'il préconise la décision de fournir un soutien militaire à l'Ukraine dans le volume accordé, nous nous rendrons tout de même « coupables » et ne pourrons pas nous tirer d'affaire « les mains propres¹²⁰ ».

115 Traduit du texte source allemand : Deutscher Bundestag (éditeur) 2022 : 1369 A.

116 Traduit du texte source allemand : Spaemann 1982 :68.

117 Traduit du texte source allemand : ibidem : 64.

118 Ibidem.

119 Traduit du texte source allemand : ibidem.

120 Traduit du texte source allemand : Deutscher Bundestag (éditeur) 2022 : 1369 A.

Sur le fond, il doit être évident qu'une politique extérieure et de sécurité guidée par des intérêts et orientée sur des principes éthiques, guidant l'action du gouvernement fédéral, perd en crédibilité à partir du moment où la technologie allemande facilite une agression militaire, où la politique économique allemande accepte le financement d'un génocide ou l'État coopère avec des régimes qui violent (de manière permanente ou systématique) les droits de l'homme, oppriment des entités ethniques de leurs pays et déclenchent des guerres d'extermination (pour des motifs ethniques, religieux etc.). Cela s'appliquerait aussi à la coopération politico-économique de l'Allemagne, si elle acceptait volontairement qu'un soutien économique stabilise le règne de despotes y compris leur entourage, qui commettent des massacres collectifs, exterminent des entités ethniques et abusent systématiquement des femmes et des enfants ou qui visent ouvertement à faire ainsi. Cela marque, du point de vue de l'éthique de conviction, les limites d'une politique extérieure et de sécurité de l'Allemagne basée sur des valeurs qu'il ne faut pas transgresser. Car la question de la responsabilité se pose dans ce contexte, engendrée par le fait de ne pas agir respectivement omettre d'agir – d'autres contextes marqués par cet esprit de non-négociabilité seront encore à identifier au moyen de réflexions et à désigner plus précisément.

Tant que la politique extérieure et de sécurité allemande ne franchit pas certaines limites et parvient à évaluer les conséquences de ses actions, pour autant que l'on puisse en juger, la poursuite d'objectifs économiques ne sera pas en contradiction avec l'exigence de fonder la politique extérieure et de sécurité sur des valeurs – notamment au vu du fait que le côté économique permet de créer de la compréhension et confiance entre les États et peut avoir une incidence positive sur l'évolution de relations bilatérales. Cela signifie que tout gouvernement fédéral en exercice pourra et devrait fixer, dans ce cadre d'action, ses propres axes thématiques et régionales, en fonction de son agenda politique, et façonner la politique extérieure et de sécurité allemande.

Au regard de la conception de la politique extérieure et de sécurité allemande dans la décennie déjà entamée de ces années 20, les différentes relations bilatérales – approuvées ou votées communément au sein de l'UE – sont à vérifier plus rigoureusement sur cet aspect. Il s'agit donc de clarifier si la coopération interétatique actuelle est conforme à l'engagement pris de faire valoir une exigence normative et éthique qui consiste à différencier les intérêts et valeurs. Si cela ne devait pas être le cas et aucun changement ne devait être envisageable ou possible à terme, la décision s'imposerait si telle ou telle coopération interétatique peut être maintenue sous sa forme actuelle. Si la limite éthique définie ou imposée de façon normative par la loi fondamentale avait été franchie sans nul doute (p. ex. si des preuves d'un génocide, d'une persécution systématique de certaines parties de la population civile ont été apportées), la coopération intergouvernementale devrait être suspendue, voire arrêtée pour une durée indéterminée. Cela ne veut pas dire que le dialogue par des tiers – États respectivement organisations assumant un rôle médiateur, des individus et ainsi la communication informelle à travers des chaînes non officielles – est censé être mis à l'arrêt ou détruit. Mais cela veut dire que les limites de la coopération intergouvernementale, dans le contexte des relations bilatérales respectives (p. ex. dans un contexte multilatéral comme l'UE) sont à orienter plus rigoureusement sur des normes et à défendre plus rigoureusement qu'auparavant vis-à-vis des partenaires de coopération. Cette conception principalement précisée de la politique extérieure et de sécurité – si l'on ne s'en sert pas de moyen dont la seule justification consiste à réaliser une fin – contrecarrerait aussi sur le plan argumentatif la thèse prononcée par Herfried Münkler directement après le début de la guerre, insinuant la fin d'un « ordre mondial basé sur des règles et valeurs¹²¹ ». Une politique extérieure et de sécurité qui évalue et

¹²¹ Traduit du texte source allemand : Deutschlandfunk en ligne 2022.

pèse le pour et le contre et qui inclut la capacité de changer de perspective, n'est pas en contradiction avec les principes éthiques de la communauté de valeurs occidentale, mais les soutient plutôt. Car on peut partir du principe que le raisonnement de balancer le pour et le contre de différentes options n'est pas seulement inhérent aux gouvernements des démocraties occidentales respectivement du même ordre mondial, même si ce raisonnement n'est pas à considérer comme absolu. Cette hypothèse ne garantit pas un dialogue constructif et la disposition à coopérer – notamment si l'on ignore, rejette ou fait semblant de peser le pour et le contre –. En raison de l'effet mutuellement bénéfique, il est néanmoins très probable que cette approche soit réalisée.

Les principes quasiment prévus de représenter les lignes rouges d'une politique extérieure et de sécurité fondée sur des valeurs sont à respecter par chaque gouvernement fédéral allemand. Ils ne sont pas négociables et ne peuvent pas non plus être sacrifiés au profit d'un « but plus élevé », y compris la protection du climat, la protection contre le terrorisme, la préservation de l'identité nationale, etc. Un gouvernement fédéral ne devrait donc probablement pas être tenté de justifier des actions éthiquement inacceptables en termes de politique extérieure et de sécurité au bénéfice d'un « but plus élevé ». Spaemann met en lumière qu'en principe « il [n'existe pas] des obligations d'agir à caractère absolu, sans tenir compte des circonstances, mais qu'il existe bien des obligations de s'abstenir à caractère absolu¹²². Il constate à ce sujet que l'obligation d'agir est « toujours soumise à un processus de balancer le pour et le contre, où chaque idée du moindre mal a cette place légitime qu'elle ne peut [cependant] pas occuper lors d'une obligation de s'abstenir » et conclut que l'obligation d'agir « n'a, par conséquent, pas le même caractère absolu que l'obligation de s'abstenir¹²³ ». La transparence des actions du gouvernement – à l'exception d'affaires (sécuritaires) strictement confidentielles - ainsi que la surveillance, l'évaluation, le contrôle parlementaire et constitutionnel des actions gouvernementales et le regard investigateur des médias, doivent être garantis pour que cette maxime suprême puisse être observée.

D'après Meier, un élève de Spaemann, un processus d'analyse approfondie devrait alors permettre d'élucider quels phénomènes et champs politiques « peuvent légitimement être façonnés dans une optique basée sur des intérêts et utilitariste ou doivent [même] être réalisés dans un but orienté sur le bénéfice à l'aide d'une politique de fin-moyens¹²⁴. » D'après Meier, il sera toutefois nécessaire qu'une politique extérieure et de sécurité basée sur des valeurs et qui sous-entend des « obligations inconditionnelles de s'abstenir », doit principalement avoir un caractère normatif sur le plan éthique. Ces obligations « ne doivent pas céder la place à des « buts plus élevés¹²⁵ ». Cela signifie qu'une politique extérieure et de sécurité basée sur des valeurs n'est pas en contradiction avec ses propres exigences normatives dans la mesure où les limites non négociables à tracer ne sont pas franchies. Cela correspond à la critique de la vision de Weber, exprimée par Spaemann. Le premier ne voulait pas que l'on comprenne les dites éthiques de conviction et de responsabilité comme « contradictions absolues, mais comme compléments qui, dans leur ensemble, constituent le vrai être humain¹²⁶. »

La transmission de cette formule fondamentale décrite ci-dessus, laquelle souhaite afficher, à travers une réflexion portée sur la politique extérieure et de sécurité

¹²² Traduit du texte source allemand : Spaemann 1999.

¹²³ Traduit du texte source allemand : ibidem.

¹²⁴ Traduit du texte source allemand : Meier 2022 ; cf. Meier 2014 :53–87 ; cf. aussi Meier 2012 :7–20 ; cf. Meier 2020 : 173–176.

¹²⁵ Traduit du texte source allemand : Meier 2022.

¹²⁶ Traduit du texte source allemand : Weber 1993 : 66. ; Weber 1919.

allemande du point de vue de l'éthique politique, des possibilités et limites d'une conception basée sur des valeurs et ainsi des voies permettant de créer une consistance dans la politique extérieure et de sécurité allemande fondée sur des valeurs, clôturera cet exposé. Mais cette formule entend aussi animer une considération plus différenciée, en se focalisant par exemple sur certains valeurs et intérêts individuels afin d'éclairer la réalité de l'exigence éthique normative, aussi dans les différentes facettes de l'éventail des valeurs et intérêts, au regard de la rigueur de la politique extérieure et de sécurité fondée sur des valeurs.

5 Bibliographie

- Aachener Zeitung en ligne (2019) : Als die Bomben Düren und Jülich zerstörten, paru dans : Aachener Zeitung en ligne du 16/11/2019, https://www.aachener-zeitung.de/nrw-region/als-die-bomben-dueren-und-juelich-zerstoerten_bid-47210137, dernière consultation le 28/02/2022.
- Abelshauser, Werner (2002) : 50 Jahre Montanunion. Beliebter Fehlschluss, paru dans : Handelsblatt du 23/07/2002, Université de Bielefeld en ligne, <http://www.homes.uni-bielefeld.de/wabelsha/montan.pdf>, dernière consultation le 09/03/2022.
- Ahrens, Jürgen (1989) : Deontologische vs. teleologische Ethik, paru dans : Zeitschrift für Pädagogik 35, 6, p. 825–844, https://www.pedocs.de/volltexte/2017/14538/pdf/ZfPaed_1989_6_Ahrens_Deontologische_vs._teleologische_Ethik.pdf, dernière consultation le 30/06/2022.
- Amnesty International (éditeur) (2021) : Todesstrafenbericht 2020. Trotz Covid-19 setzten einige Länder Todesurteile und Hinrichtungen. Amnesty (Schweizer Sektion) en ligne du 21/04/2021, <https://www.amnesty.ch/de/themen/todesstrafe/dok/2021/todesstrafen-bericht-2020-hinrichtungen-trotz-covid-19-fortgesetzt#&gid=1&pid=5>, dernière consultation le 03/12/2021.
- Armbrüster, Tobias (2010) : Er wollte keine neue Militärdoktrin für Deutschland. Interview mit Ruprecht Polenz, paru dans : Deutschlandfunk en ligne du 27/05/2010, <https://www.deutschlandfunk.de/er-wollte-keine-neue-militaerdoktrin-fuer-deutschland-100.html>, dernière consultation le 23/02/2022.
- Auswärtiges Amt (éditeur) (2021): Rede von Außenminister Heiko Maas anlässlich der Einweihung des Fritz Stern-Lehrstuhls der Brookings-Institution. VTC (événement en direct sur le webcast) le 09/03/2021, <https://www.auswaertigesamt.de/de/newsroom/-/2446630>, dernière consultation le 03/12/2021.
- Barkin, Noah : Europe's Sleeping Giant Awakens, paru dans : The Atlantic en ligne du 01/03/2022, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2022/03/germany-putin-ukraine-invasion/623322/>, dernière consultation le 11/03/2022.
- Beckmann, Christopher (sans date): Der Marshall-Plan tritt in Kraft. Kalender. 3. April 1948, Konrad-Adenauer-Stiftung en ligne, <https://www.kas.de/de/web/geschichte-der-cdu/kalender/kalender-detail/-/content/der-marshall-plan>, dernière consultation le 08/03/2022.
- Biden, Joe (2022) : Das ist ein Weltkrieg, wenn Amerikaner auf Russen schießen, paru dans : Welt en ligne du 23/02/2022, <https://www.welt.de/politik/ausland/article236828195/Joe-Biden-Das-ist-ein-Weltkrieg-wenn-Amerikaner-und-Russen-beginnen-aufeinander-zu-schiessen.html>, dernière consultation le 23/02/2022.

- Bösch, Frank (2019) : 1979. Als die Welt von heute begann. C.H.Beck-Verlag : Munich.
- Branco, Juan (2016) : Der grosse [sic] Uran-Komplott. Der französische Konzern Areva und seine dunklen Geschäfte in Afrika, paru dans : Le Monde Diplomatique en ligne du 10/11/2016, <https://monde-diplomatique.de/artikel/!5352790>, dernière consultation le 04/03/2022.
- Bundeszentrale für Politische Bildung (éditeur) : Das Politlexikon. Bundeszentrale für politische Bildung en ligne, <https://www.bpb.de/kurzknapp/lexika/politiklexikon/>, dernière consultation le 28/02/2022.
- Bundeszentrale für politische Bildung en ligne (2020) : Vor 75 Jahren: Todesmarsch aus Auschwitz. Hintergrund aktuell, Bundeszentrale für politische Bildung en ligne du 16/01/2020, <https://www.bpb.de/kurzknapp/hintergrund-aktuell/303537/vor-75-jahren-todesmarsch-aus-auschwitz/>, dernière consultation le 16/01/2022.
- Deutsche Welle en ligne (2020a) : Frankreich stockt Truppen im Sahel-Gebiet auf, paru dans : Deutsche Welle en ligne du 02/02/2020, <https://www.dw.com/de/frankreich-stockt-truppen-im-sahelgebiet-auf/a-52232387>, dernière consultation le 04/03/2022.
- Deutsche Welle en ligne (2020b) : Frankreich und Afrika: Abnabeln in Zeitlupe, paru dans : Deutsche Welle en ligne du 31/07/2020, <https://www.dw.com/de/frankreich-und-afrika-abnabeln-in-zeitlupe/a-54245021-0>, dernière consultation le 04/03/2022.
- Deutscher Bundestag (éditeur) (2022): Stenografischer Bericht des Deutschen Bundestages der 19. Sitzung, 27. Februar 2022, Plenarprotokoll 20/19, S. 1349 A–1388 D, Deutscher Bundestag online, <https://dserver.bundestag.de/btp/20/20019.pdf>, dernière consultation le 15/03/2022.
- Deutschlandfunk en ligne (2022) : Herfried Münkler über Putins Krieg: Das mit der Weltgemeinschaft können wir uns abschminken. Entretien radio avec Herfried Münkler et Ute Welthy, paru dans : Deutschlandfunk en ligne du 25/02/2022, <https://www.deutschlandfunkkultur.de/muenkler-putin-russland-100.html>, dernière consultation le 25/02/2022
- Emendörfer, Jan (2021) : Polen und Ukraine kritisieren Nord-Stream-Deal von Merkel und Biden. Redaktionsnetzwerk Deutschland en ligne du 22/07/2021, <https://www.rnd.de/politik/polen-und-ukraine-kritisieren-nord-stream-2-deal-von-merkel-und-biden-KL4UJUYWVZAKDISLRCNHL3VI.html>, dernière consultation le 11/03/2022.
- Funke, Isabel (2014) : Gibt es eine Kontinuität zwischen dem Ersten und Zweiten Weltkrieg, GRIN-Verlag : Munich, <https://www.grin.com/document/427703>, dernière consultation le 05/03/2022.
- Gebauer, Matthias/Hengst, Björn (2013) : Was Frankreich in Mali wirklich will, paru dans : Spiegel en ligne du 16/01/2013, <https://www.spiegel.de/politik/ausland/mali-frankreich-kaempft-gegen-islamisten-und-um-bodenschaetze-a-877679.html>, dernière consultation le 04/03/2022.
- Gheorghiu, Andy (2020) : US-Fracking-LNG und russisches Gas per Nordstream 2. Deutschlands Doppelspiel erhitzt geopolitische Gemüter und das Klima. Klima der Gerechtigkeit. Heinrich-Böll-Stiftung en ligne (publié par Lili Fuhr) du 30/07/2020, <https://klima-der-gerechtigkeit.de/2020/07/30/us-fracking-Ing-und-russisches-gas-per-nordstream-2-deutschlands-doppelspiel-erhitzt-geopolitische-gemueter-und-das-klima/>, dernière consultation le 11/03/2022.
- Gill-Piatek, Hanna (2021) : Polen vereint gegen die Pipeline, Umstrittenes Projekt Nord

- Stream 2. Paru dans : die tageszeitung en ligne du 14/06/2021, <https://taz.de/Umstrittenes-Projekt-Nord-Stream-2/15774815/>, dernière consultation le 11/03/2022.
- Grau, Andreas/Haunhorst, Regina/Würz, Markus (2014) : Marshall-Plan und Währungsreform, paru dans : Lebendiges Museum en ligne, Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland Bonn, <https://www.hdg.de/lemo/kapitel/nachkriegsjahre/doppelte-staatsgruendung/marshall-plan-und-waehrungsreform.html>, dernière consultation le 08/03/2022.
- Gray, William Glenn (2005) : Die Hallstein-Doktrin – ein souveräner Fehlgriff? Paru dans : Aus Politik und Zeitgeschichte (APuZ). Bundeszentrale für politische Bildung en ligne du 22/04/2005, <https://www.bpb.de/shop/zeitschriften/apuz/29088/die-hallstein-doktrin-ein-souveraener-fehlgriff/>, dernière consultation le 07/03/2020.
- Gülstorff, Torben (2017) : Die Hallstein-Doktrin – Abschied von einem Mythos. Bundeszentrale für politische Bildung en ligne du 09/08/2017 <https://www.bpb.de/themen/deutschlandarchiv/253953/die-hallstein-doktrin-abschied-von-einem-mythos/>, dernière consultation le 07/03/2022.
- Haftendorn, Helga (2012) : Maximen deutscher Außenpolitik – Von den Regierungen Kohl über Schröder zu Merkel, paru dans : Meier-Walser, Reinhard/Wolf, Alexander (éditeur), Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Anspruch, Realität, Perspektiven. Berichte & Studien 95, Hanns-Seidel-Stiftung/MDV Maristen-Druck & Verlag: Munich 2012, p. 15–25, <https://www.hss.de/download/publications/Studien95-Internet.pdf>, dernière consultation le 07/03/2022.
- Handelsblatt en ligne/dpa (2021) : Deutschland zahlt Rekordbeitrag in EU-Haushalt, paru dans : Handelsblatt en ligne du 06/08/2021, <https://www.handelsblatt.com/politik/international/europaeische-union-deutschland-zahlt-rekordbetrag-in-eu-haushalt/27489280.html>, dernière consultation le 09/03/2022.
- Harnisch, Sebastian (2019) : Erinnerungskultur und Außenpolitik: Wie deutsche Geschichte(n) die internationale Politik prägen. Beitrag für das Internationale Symposium: Die Konstruktion und Entwicklung der deutschen Erinnerungskultur nach dem Zweiten Weltkrieg, Heidelberg, https://www.uni-heidelberg.de/md/politik/harnisch/person/publikationen/harnisch_renmin_2019_erinnerungskultur.pdf, dernière consultation le 26/11/2021.
- Hochstätter, Matthias (2022) : Flüssiggas LNG. Um unsere Energiepreise zu senken, setzt Habeck plötzlich auf schmutzige Alternative, paru dans : Focus en ligne du 21/02/2022, https://www.focus.de/finanzen/verbraucher-und-energie-wende-habeck-setzt-nun-auf-fluessiggas-lng-um-energiepreise-zu-senken_id_46636608.html, dernière consultation le 11/03/2022.
- Huang, Ying (2021) : Werte oder Interessen? Maximen deutscher und europäischer Chinapolitik, paru dans : China(kompetenz), paru dans : Aus Politik und Zeitgeschichte 7-8, Bundeszentrale für politische Bildung en ligne du 12 février 2021, p. 33–39, <https://www.bpb.de/shop/zeitschriften/apuz/326890/werte-oder-interessen/>, dernière consultation le 03/12/2021.
- Kafsack, Hendrik (2021) : Deutschland überweist Rekordsumme nach Brüssel, paru dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung en ligne du 06/08/2021, <https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/eu-haushalt-deutschland-ueberweist-rekordsumme-17473608.html>, dernière consultation le 09/03/2022.
- Kagan, Robert (2019) : Die Rückkehr der deutschen Frage, paru dans : Deutsche Blätter für deutsche und internationale Politik 5, p. 63–73,

- <https://www.blaetter.de/ausgabe/2019/mai/die-rueckkehr-der-deutschen-frage>,
dernière consultation le 08/03/2022.
- Kimmel, Elke (2005) : Wirtschaftliche Impulse des Marshallplans in Deutschland. Wiederaufbau und Demontage, Bundeszentrale für politische Bildung en ligne du 31/10/2005, <https://www.bpb.de/themen/nachkriegszeit/marshallplan/40038/wirtschaftliche-impulse-des-marshallplans-in-deutschland/>, dernière consultation le 08/03/2022.
- Kovac, Jonathan (2021) : Zweierlei „Nie wieder“, paru dans : Internationale Politik Special 7, p. 29–35. https://internationalepolitik.de/system/files/article_pdfs/IPS_7-2021_STF_Kovac.pdf, dernière consultation le 30/06/2022.
- Krüger, Paul-Anton (2022) : Flugverbotszone. Die Ukraine fordert sie. Aber sie wird nicht kommen, paru dans : Süddeutsche Zeitung en ligne du 03/03/2022, <https://www.sueddeutsche.de/meinung/flugverbotszone-ukraine-bosnien-herzegowina-irak-libyen-1.5540420>, dernière consultation le 10/03/2022.
- Lacher, Wolfgang (2021) : Unser schwieriger Partner Deutschlands und Frankreichs erfolgloses Engagement in Libyen und Mali, SWP-Studie 3, Berlin, https://www.swp-berlin.org/publications/products/studien/2021S03_deutschland_frankreich_libyen_mali.pdf, dernière consultation le 08/08/2022.
- Losse, Bert (2017) : Die wahren Gründe des Wirtschaftswunders. Interview mit Werner Abelshäuser, paru dans : Wirtschaftswoche en ligne du 21/06/2017, <https://www.wiwo.de/politik/deutschland/werner-abelshauser-die-wahren-gruende-des-wirtschaftswunders/19956934.html>, dernière consultation le 08/03/2022.
- Lübckemeier, Eckhard (2021) : Auf Deutschland kommt es an. Berlin muss Mitführung übernehmen für ein Europa mit globaler Gestaltungsmacht, paru dans : Maihold, Günther/Mair, Stefan /Müller, Melanie/Vorrath, Judith/Wagner, Christian (éd.), Deutsche Außenpolitik im Wandel. Unstete Bedingungen, neue Impulse, SWP-Studie 15, Berlin, S. 17–20, https://www.swp-berlin.org/publications/products/studien/2021S15_Deutsche_Aussenpolitik.pdf, dernière consultation le 22/12/2021.
- Mascolo, Georg (2022) : Waffenexporte. Schluss mit geheim. Deutschland liefert zu viele Rüstungsgüter, und dies zudem ohne klare Kriterien, paru dans : Süddeutsche Zeitung du 04/02/2022, <https://www.sueddeutsche.de/meinung/waffenexporte-fregatten-ukraine-israel-bundessicherheitsrat-1.5520620>, dernière consultation le 05/02/2022.
- Mayer, Patrick (2022) : Ukraine-Konflikt. Biden droht Putin mit Deutschlands Rolle, paru dans : Münchener Merkur en ligne du 23/02/2022, <https://www.merkur.de/politik/joe-biden-live-heute-rede-ukraine-konflikt-wladimir-putin-sanktionen-russland-zr-91366179.html>, dernière consultation le 23/02/2022.
- Mayerhofer, Lisa (2022) : Energiekrise: Habeck streitet mit Katar über Deal – Wird Gas jetzt noch teurer?, paru dans : Münchener Merkur en ligne du 11/05/2022 (maj. le 27/06/2022), <https://www.merkur.de/wirtschaft/gas-katar-deal-robert-habeck-verhandlungen-preis-rohstoff-Ing-emirat-oel-deutschland-lieferung-zr-91535095.html>, dernière consultation le 22/07/2022.
- Meier, Uto (2012) : Über Grenzen und Leitplanken. Ethische Verantwortung heute – jenseits zweckrationaler Vernunft. Elementarmoralische Einwürfe gegen eine Ethik der Güterabwägung. Ein Plädoyer für eine Rehabilitation des "von Natur aus Rechten", paru dans : Kontakt. Informationen zum Religionsunterricht im

- Bistum Augsburg 4, p. 7–20.
- Meier, Uto (2014) : Why democracy cannot work without unconditional values: On moral boundaries and ethical guideposts for a post-secular generation, paru dans : Stepkowski, Dariusz/Murzyn, Andrzej (éd.), Religion long forgotten.: the importance of religion in education towards civil society. Oficyna wydawnicza IMPULS (maison d'édition) : Varsovie, p. 53–87.
- Meier, Uto (2020) : Unbedingt und Notwendig: Ethische Widersprüche (in) der Spätmoderne, paru dans : Stimmen der Zeit 3, p. 173–176.
- Meier, Uto (2022) : Note personnelle. Contribution par écrit non publiée, dans le cadre d'une discussion portant sur le sujet avec l'auteur de l'écrit, le 11/03/2022.
- Meier-Walser, Reinhard/Wolf, Alexander : Einleitung. Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland – Kontinuität im Wandel?, paru dans : Reinhard Meier-Walser/Wolf, Alexander (éd.), Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Anspruch, Realität, Perspektiven. Berichte & Studien 95, Hanns-Seidel-Stiftung/MDV Maristen-Druck & Verlag: Munich 2012, p. 5–10, <https://www.hss.de/download/publications/Studien95-Internet.pdf>, dernière consultation le 08/03/2022.
- Meyer, Lukas : Pflichtenethik. Version 1.0 du 12/10/2017, paru dans : Ethik-Lexikon, <https://www.ethik-lexikon.de/lexikon/pflichtenethik>, dernière consultation le 30/06/2022.
- Mildner, Stormy-Annika/Schmucker, Claudia (2018) : Gegen den Strich. Donald Trump und der Welthandel. Sechs Thesen auf dem Prüfstand. Internationale Politik 5, Internationale Politik en ligne du 31/08/2018, <https://internationalepolitik.de/de/donald-trump-und-der-welthandel>, dernière consultation le 09/03/2022.
- N-TV en ligne (2022a) : Deutschland liefert Waffen an Ukraine. Ukraine-Krieg im Live-Ticker, voir N-TV en ligne du 26/02/2022, <https://www.n-tv.de/politik/01-31-Ukrainischer-Botschafter-nennt-deutsche-Waffenlieferungen-historisch-article2343824.html>, dernière consultation le 27/02/2022.
- N-TV en ligne (2022b) : Westliche Verbündete schließen russische Banken aus Swift aus. Ukraine-Krieg im Live-Ticker, paru dans : N-TV en ligne du 26/02/2022, <https://www.n-tv.de/politik/01-31-Ukrainischer-Botschafter-nennt-deutsche-Waffenlieferungen-historisch--article23143824.html>, dernière consultation le 27/02/2022.
- Oberreuter, Heinrich (2006) : Werte als Herausforderung aktueller Politik. Conférence du 4 mai 2006, HEC École polytechnique de Dresde, <https://tu-dresden.de/gsw/slk/zmoe/ressourcen/dateien/dateien/Kolloquien/down/Oberreuter.pdf?lang=de>, dernière consultation le 27/06/2022.
- Patel, Kiran Klaus (2005) : Wie Europa seine Bürger verlor. Für mehr Teilhabe: Europäisierung und die Defizite der Integration, paru dans : Internationale Politik 7, Internationale Politik en ligne du 07/07/2005, <https://internationalepolitik.de/de/wie-europa-seine-buerger-verlor>, dernière consultation le 09/03/2022.
- Pflüger, Friedbert (2021) : Wertegebundene Außenpolitik: ja! – Selbstgerechtes Moralisieren: nein! Offener Brief an Annalena Baerbock, paru dans : Cicero en ligne du 14/12/2021, <https://www.cicero.de/aussenpolitik/offener-brief-an-annalena-baerbock-wertegebundene-aussenpolitik-baerbock-menschenrechte-russland-china-syrien-libyen-irak-afghanistan>, dernière consultation le 15/12/2021.
- Phoenix (2018) : Das Echo von Weimar. Was ist aus unserer Revolution geworden? Die Diskussion. Sendereihe des Ereignis- und Dokumentationskanal von ARD und

- ZDF Phoenix du 04/11/2018, animé par Andreas Postel, <https://www.youtube.com/watch?v=-xO5AJbNEFQ>, dernière consultation le 02/07/2022.
- Redaktionsnetzwerk Deutschland (2022a) : Deutscher Rekordwert: Rüstungsexporte von 9,35 Milliarden Euro genehmigt, paru dans Redaktionsnetzwerk Deutschland en ligne du 18/01/2022, <https://www.rnd.de/politik/rekord-deutsche-ruestungsexporte-von-9-35-milliarden-euro-genehmigt-DTCHXISCLPWCNSPDOFZBNLP5SM.html>, dernière consultation le 05/02/2022.
- Redaktionsnetzwerk Deutschland en ligne (2022b) : Historische Scholz-Rede im Wortlaut: „Die Welt danach ist nicht mehr dieselbe wie davor“, paru dans : Redaktionsnetzwerk Deutschland en ligne du 27/02/2022, <https://www.rnd.de/politik/historische-rede-von-olaf-scholz-im-wortlaut-die-welt-danach-ist-nicht-mehr-dieselbe-wie-davor-JPVKDM3PMKS3DBUEY4PYLGYMNA.html>, dernière consultation le 28/02/2022.
- Reitz, Ulrich (2021) : Wie sehr sich Deutschland ohne Merkel verändern wird, haben viele noch nicht begriffen, paru dans : Focus en ligne du 03/12/2021, https://www.focus.de/politik/deutschland/adiou-merkel-auf-deutschland-kommt-jetzt-ein-mega-experiment-zu_id_24484808.html, dernière consultation le 03/12/2021.
- Rheinische Post en ligne (2022) : Deutsche Bundeswehr. Lindner will ‚eine der schlagkräftigsten Armeen in Europa‘. TV-Interview in der ARD-Sendung Morgenmagazin le 28.02.2022, paru dans : Rheinische Post en ligne, https://rp-online.de/politik/deutschland/krieg-in-der-ukraine-christian-lindner-will-eine-schlagkraeftige-bundeswehr_aid-66682917, dernière consultation le 28/02/2022.
- Rupps, Martin (2008) : Helmut Schmidt. Die Kanzler-Flüsterer, paru dans : Spiegel en ligne du 09/12/2008, <https://www.spiegel.de/geschichte/helmut-schmidt-a-948054.html>, dernière consultation le 15/03/2022.
- Schedel, Tim : Utilitarismus. (Version 1.0 du 12/11/2018), paru dans : Ethik-Lexikon, <https://www.ethik-lexikon.de/lexikon/utilitarismus>, dernière consultation le 30/06/2022.
- Serr, Marcel (2015) : Zur Geschichte der deutsch-israelischen Rüstungskoope-ration, paru dans : Bundeszentrale für politische Bildung (éditeur) : Israel und Deutschland, paru dans : Aus Politik und Zeitgeschichte 6, Bundeszentrale für politische Bildung en ligne du 30/01/2015, <https://www.bpb.de/shop/zeitschriften/apuz/199900/zur-geschichte-der-deutsch-israelischen-ruestungskoope-ration/> p. 23–29, dernière consultation le 15/03/2022.
- Shagina, Maria/Westphal, Kirsten (2021) : Nord Stream 2 und das Energie-Sicherheitsdilemma. SWP-Aktuell, Stiftung Wissenschaft und Politik en ligne du 27/07/2021, <https://www.swp-berlin.org/publikation/nord-stream-2-und-das-energie-sicherheitsdilemma>, dernière consultation le 11/03/2022.
- Sozialdemokratische Partei Deutschlands / Bündnis 90/Die Grünen / Freie Demokratische Partei (SPD / Bündnis 90/Die Grünen / FDP) (éd.), Mehr Fortschritt wagen. Bündnis für Freiheit, Gerechtigkeit und Nachhaltigkeit. Koalitionsvertrag 2021–2025, Berlin, https://www.spd.de/fileadmin/Dokumente/Koalitionsvertrag/Koalitionsvertrag_2021-2025.pdf, dernière consultation le 10/01/2022.
- Spaemann, Robert (1982) : Moralische Grundbegriffe. C.H.Beck-Verlag : Munich.
- Spaemann, Robert (1999) : Die schlechte Lehre vom guten Zweck. Der korrumpierende

- Kalkül hinter der Schein-Debatte, paru dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung du 23 octobre 1999.
- Spiegel en ligne (2007) : Frankreich verkauft Atomreaktoren nach China. Paru dans : Spiegel en ligne du 01/02/2007, voir : <https://www.spiegel.de/wirtschaft/zeitungsbericht-frankreich-verkauft-atomreaktoren-nach-china-a-463608.html>, dernière consultation le 04/03/2022.
- Spiegel en ligne (2021) : Baerbock kündigt härteren Kurs gegenüber China an, paru dans : Spiegel en ligne du 01/12/2021, <https://www.spiegel.de/ausland/china-annalena-baerbock-kuendigt-haerteren-kurs-gegenueber-der-volksrepublik-an-a-2457fb2c-3d81-49ab-8a8b-53f1b8134a71>, dernière consultation le 11/03/2022.
- Spiegel en ligne (2022a) : Krieg in der Ukraine: Scholz will „ganz sicher“ keine Kampfjets in die Ukraine entsenden, paru dans : Spiegel en ligne du 09/03/2022, <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/ukraine-krieg-olaf-scholz-gegen-entsenden-von-nato-kampfjets-a-f67f2340-621c-45f1-93ef-d5d26343ab59>, dernière consultation le 10/03/2022.
- Spiegel en ligne (2022b) : Ukraine braucht Panzer und Flugzeuge. Botschafter Melnyk nennt Deutschlands Haltung zu Waffenlieferungen feige. Paru dans : Spiegel en ligne du 11/03/2022, <https://www.spiegel.de/ausland/botschafter-melnyk-nennt-deutschlands-haltung-zu-waffenlieferungen-feige-a-82d3945c-c742-4f1a-a513-daec532d6ca8>, dernière consultation le 11/03/2022.
- Statista Research Department (éditeur) (2022) : Wert der Einzelgenehmigungen für den Export von deutschen Rüstungsgütern nach Saudi-Arabien 2008-2020, paru dans : Statista en ligne du 11/02/2022, <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/194837/umfrage/deutsche-ruestungsexporte-nach-saudi-arabien/>, dernière consultation le 15/03/2022.
- Statistisches Bundesamt (éditeur) (2022) : Außenhandel. Die Volksrepublik China ist erneut Deutschlands wichtigster Handelspartner, Destatis en ligne, <https://www.destatis.de/DE/Themen/Wirtschaft/Aussenhandel/handelspartner-jahr.html>, dernière consultation en ligne le 15/03/2022.
- Steingart, Gabor (2022) : Aufrüstung mit voller Kraft. Olaf Scholz ist aus dem 100-jährigem Schlaf erwacht, paru dans : Focus en ligne du 28/02/2022, https://www.focus.de/politik/experten/gastbeitrag-von-gabor-steingart-aufruestung-mit-voller-kraft-olaf-scholz-ist-aus-dem-100-jaehrigen-schlaf-erwacht_id_60621104.html, dernière consultation le 28/02/2022.
- Stockholm International Peace Research Institute (éditeur) (2021) : SIPRI Yearbook 2021 Armaments, Disarmament and International Security. Summary. Stockholm, https://www.sipri.org/sites/default/files/2021-06/sipri_yb21_summary_en_v2_0.pdf, dernière consultation le 15/03/2022.
- Süddeutsche Zeitung en ligne (2021) : Polen fordert Ende für Pipeline Nordstream 2, Energiepolitik, paru dans : Süddeutsche Zeitung en ligne du 18/11/2021, <https://www.sueddeutsche.de/politik/polen-nordstream-2-russland-deutschland-1.5467055>, dernière consultation le 11/03/2022.
- Süddeutsche Zeitung en ligne/dpa-infocom (2022) : Habeck und Günther einig über LNG-Terminal und Windkraft, paru dans : Süddeutsche Zeitung en ligne du 11/03/2022, <https://www.sueddeutsche.de/wirtschaft/energie-kiel-habeck-und-guenther-einig-ueber-lng-terminal-und-windkraft-dpa.urn-newsml-dpa-com-20090101-220311-99-477171>, dernière consultation le 11/03/2022.
- Tagesschau en ligne (2022a) : Entscheidung der Bundesregierung: Genehmigung von Nord Stream 2 gestoppt, paru dans : Tagesschau en ligne du 22/02/2022, <https://www.tagesschau.de/wirtschaft/weltwirtschaft/scholz-nordstream-101.html>, dernière consultation le 23/02/2022.

- Tagesschau en ligne (2021a) : Rüstungsexporte in Milliardenhöhe. Deutsche Waffen für Krisenregion, Tagesschau en ligne du 03/01/2021, siehe: <https://www.tagesschau.de/inland/ruestungsexporte-deutschland-107.html>, dernière consultation le 02/12/2021.
- Tagesschau en ligne (2021b) US-Exporteure profitieren von Gaskrise, paru dans : Tagesschau en ligne du 27/09/2021, <https://www.tagesschau.de/wirtschaft/unternehmen/lng-gas-us-gasproduktion-investitionen-klimaschutz-101.html>, dernière consultation le 11/03/2022.
- Tagesschau en ligne (2022b) : Habeck zu Nord Stream 2. „Ein Klumpenrisiko durch die Ostsee“. Interview avec le ministre de l'Économie Robert Habeck du 22/02/2022 diffusée dans l'émission de la chaîne ARD « Tagesthemen », paru dans : Tagesschau en ligne du 23/02/2022, <https://www.tagesschau.de/inland/habeck-nordstream-zwei-101.html>, dernière consultation le 23/02/2022.
- Theil, Astrid (2022) : New York Times berichtet über nie dagewesene Russland-Sanktionen. US-Presse vom deutschen Verhalten erschüttert, paru dans : Münchener Merkur en ligne du 02/02/2022, <https://www.merkur.de/politik/russland-ukraine-baerbock-scholz-deutschland-new-york-times-usa-entsetzen-presse-aktuell-91269448.html>, dernière consultation le 08/03/2022.
- Thorel, Julien (2013) : Der schwierige Abschied von der "Françafrique". Die französische Afrikapolitik zwischen Kontinuität und Wandel, Bundeszentrale für politische Bildung en ligne du 02/08/2013, <https://www.bpb.de/themen/europa/frankreich/166091/der-schwierige-abschied-von-der-francafrique-die-franzoesische-afrikapolitik-zwischen-kontinuitaet-und-wandel/>, dernière consultation le 08/08/2022.
- Urmersbach, Bruno (2022) : Europäische Union. Nationale Beiträge der Mitgliedstaaten zum Haushalt im Jahr 2020 (in Milliarden Euro), paru dans : Statista en ligne du 21/01/2022, <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/155196/umfrage/die-zehn-wichtigsten-beitragszahler-im-eu-haushalt-2010/>, dernière consultation le 09/03/2022.
- Ward, Sandra (2022) : Deutsche Politik sorgt für Kopfschütteln. „Schwächstes Glied in der Ukraine-Krise“. USA sind entsetzt über Kanzler Scholz, paru dans : Focus en ligne du 29/01/2022, https://www.focus.de/politik/ausland/usa/usa-zur-deutschen-ukraine-politik-schwaechstes-glied-in-der-ukraine-krise-usa-sind-entsetzt-ueber-chancellor-scholz_id_45145688.html, dernière consultation le 08/03/2022.
- Weber, Max (1919) : Politik als Beruf (Vortrag). Zweiter Vortrag im Rahmen einer Vortragsreihe „Geistige Arbeit als Beruf“. Ausarbeitung des Verfassers auf Grund einer stenographischen Nachschrift, im Druck erschienen im Oktober 1919, München. https://www.textlog.de/weber_politik_beruf.html, dernière consultation le 30/06/2022.
- Weber, Max (1993) : Politik als Beruf. Duncker & Humblot-Verlag: Berlin.
- Welt en ligne (2022) : Scholz verteidigt Bundeswehr-Sondervermögen und schließt Nato-Einsatz aus. Interview télévisée de Maybritt Illner avec le chancelier fédéral Olaf Scholz faite dans l'émission Maybritt Illner de la chaîne ZDF, le 03/03/2022, parue dans : Welt en ligne du 04/03/2022, <https://www.welt.de/politik/ausland/article237296991/Scholz-bei-Maybritt-Illner-Kein-Nato-Einsatz-bei-Krieg-in-Ukraine.html>, dernière consultation le 09/03/2022.
- Wolf, Nikolaus (2016) : Deutschland in Daten. Die Entwicklung seit 1945: wachsende

Überschüsse und Handlungsspielräume. Bundeszentrale für politische Bildung en ligne du 28/01/2016, <https://www.bpb.de/kurz-knapp/zahlen-und-fakten/deutschland-in-daten/221464/die-entwicklung-seit-1945-wachsende-ueberschuesse-und-handlungsspielraeume/>, dernière consultation le 08/03/2022.

Zeit en ligne (2020) : Menschenrechtsbeauftragte kritisiert zunehmende Verletzungen in China, paru dans : Zeit en ligne du 08/09/2020, <https://www.zeit.de/politik/ausland/2020-09/baerbel-kofler-menschrechtsverletzungen-china-menschenrechtsbeauftragte-regierungsberaterin>, dernière consultation le 03/12/2021.

Zeit en ligne (2021) : Annalena Baerbock kündigt härteren Kurs gegen China an, paru dans : Zeit en ligne du 02/12/2021, <https://www.zeit.de/politik/deutschland/2021-12/china-annalena-baerbock-aussenpolitik-menschenrechte-haerte>, dernière consultation le 02/12/2021.